Bulletin Œcuménique

Paraît 8 fois par an

Septembre

?

N° 6
1993

Intergation

Raisons d'espérer

Le lâchage, par leurs puissances protectrices, des régimes dictatoriaux africains, a ceci de positif qu'il oblige les dirigeants à descendre de leur piédestal et rendre des comptes au peuple.

La tâche n'est pas aisée pour des hommes et des femmes habitués à un exercice inique du pouvoir. Il l'est d'autant moins qu'ils ont en face d'eux des populations étouffées par plusieurs années de baillonnement.

Ceux qui l'ont compris ont initié sans attendre le changement et l'ont accompagné du mieux qu'ils le pouvaient (Bénin, Mali, Zambie...) avant de s'effacer.

D'autres, pressés par les événements, ont accéléré le processus démocratique avec comme objectif de s'aménager une nouvelle légitimité, d'assouplir par la même occasion le pouvoir et d'éviter ainsi l'explosion (Gabon, Côte d'Ivoire...)

Il reste une troisième catégorie, celle des irréductibles qui veulent contre vents et marées s'opposer à la marche de l'histoire (Zaïre, Rwanda,...). Ils sont encore nombreux et s'accrochent comme ils le peuvent. Cependant, chaque jour qui passe érode un peu plus leur pouvoir. Ils ont tout essayé; brader les richesses du pays pour s'acheter une légitimité sur la scène internationale, attiser les conflits inter-ethniques pour s'imposer comme dernier recours et unique arbitre... Des stratégies machiavéliques qui laissent des séquelles, mais pas assez pour plier des hommes et des femmes qui ont retrouvé leur confiance.

Des hommes et des femmes dignes qui dans la misère, dans l'ombre et l'oubli, trouvent encore assez de force pour élever la voix et dire Non.

Ils surprennent, pour peu qu'on veuille les écouter, par leur lucidité et leur sérénité dans les options pour lesquelles ils veulent se battre.

Où sont-ils donc les donneurs de leçons qui, hier, disaient que l'Afrique n'était pas prête pour la démocratie? Qu'ont-ils à nous dire aujourd'hui? Sans doute ceci, que démocratie ne peut jamais rimer avec pauvreté! Les Africains préfèrent se tromper au lieu de continuer dans l'humiliation en attendant un salut hypothétique.

L'Afrique à la dérive? peut-être, mais aussi l'Afrique de l'espoir et il n'y a pas que les Africains pour y croire.

Et l'Occident? Grand seigneur, il prêche le respect des droits de l'homme et met mal à l'aise ses ex «bons élèves».

Retournement facile et expiation à peu de frais de ses péchés d'antan. Mais qu'on ne s'y trompe pas, sa politique, dans les grandes lignes, reste la même. Ce noble discours cache mal sa nouvelle ambition ainsi que les antagonismes des puissances intéressées.

Les Etats-Unis n'ont-ils pas déclaré dernièrement que l'Afrique était devenue le «nouveau monde»? Cette déclaration a suffi pour que la France retrouve les réflexes du passé et succombe à la tentation de protéger les vieux régimes désavoués mais meilleurs garants de ses intérêts. (Cameroun, Congo…) Paris craindrait, semble-t-il, pour «son pétrole» visé par les U.S.A. Ces derniers, en effet, n'entendent plus se limiter à une influence purement politique sur le continent noir.

Prémisses d'une guerre économique Ouest-Ouest en terre africaine? L'Afrique marginalisée? Peut-être mais nullement ignorée.

Certains craignent-ils que les pays ne se transforment en simples comptoirs? L'histoire ne fait pas marche arrière.

Et les Africains, que veulent-ils donc? Rien de plus qu'une bouffée d'air frais à la senteur de paix, de liberté et de justice. Et après, le développement, ils le feront.

Justin Kahamaile



N° 6
1993

communiqués

Peace Brigade International

organise un entraînement européen à la non-violence, à Assens (Suisse) du 12 au 22 novembre 1993

La première section (du 12 au 18) intéresse toute personne sensible à la paix, aux droits de l'homme et à la justice sociale.

La deuxième section (du 18 au 22) est réservée aux personnes intéressées à devenir volontaires PBI au Sri Lanka, en Amérique du Nord ou au Tchad.

Coût: DM 450.– pour tout le stage
DM 350.– pour la première section seule.

Renseignements:
Hagen Berndt, Kurve Wustrow, Kirchstr. 14, D-29462 Wutrow
ou Philippe Beck, c/o PBI Suisse Romande, CP 178, CH-1000, Lausanne 3 Cour
Tél. (021) 311 06 90

Une exposition sur le développement durable

La Déclaration de Berne, les Magasins du Monde et Genève Tiers-Monde organisent la tournée d'une exposition sur le thème:

Environnement – Développement

Cette exposition de 100 m² sera présentée dans 8 villes de Suisse romande entre le 31 août 1993 et le 31 janvier 1994. Des conférences, débats et manifestations diverses seront organisés durant cette période.

L'humour n'empêche pas de parler de choses sérieuses; cette exposition vous permettra de découvrir l'importance des enjeux d'un développement durable pour tous, au Nord et au Sud. Gaie, participative, interactive, provocante même, l'exposition «La planète n'est pas à vendre» convie plus particulièrement les jeunes de 8 à 18 ans et leurs professeurs à débattre des grandes problématiques de l'environnement: l'épuisement des ressources, la forêt, l'eau, les matières premières agricoles et les modes de consommation.

Une énorme poubelle remplie de 80 kg de publicité accompagnée du tas de bois nécessaire à leur fabrication fait comprendre l'intérêt du papier recyclé.

- Les boeufs, future viande des hamburgers sont nourris de cérérales cultivées au Sud.
- Le prix du café, deuxième produit vendu dans le monde, poursuit son inexorable chute, entraînant avec lui les économies de nombreux pays du tiers monde.
- Un Occidental consomme en moyenne 120 litres d'eau par jour et une femme africaine doit marcher 2 heures pour en amener 10 litres à sa famille.

Tous ces exemples permettent à cette exposition de toucher du doigt les problèmes et leurs potentielles solutions.
Des outils divers, vidéo, jeu, documentation, permettront à chacun d'approfondir une problématique et de découvrir des pistes d'action.

Tournée de l'exposition
La Chaux-de-Fonds: du vendredi 1er octobre au samedi 9 octobre: halle aux enchères
Genève: du lundi 18 octobre au samedi 6 novembre, centre commercial Balexert
Fribourg: du lundi 8 novembre au vendredi 12 novembre, aula de l'Université
Sion: du lundi 15 novembre au vendredi 26 novembre, Grenette
Yverdon: du lundi 29 novembre au samedi 11 décembre, aula Magna du château d'Yverdon
Ste-Croix: du lundi 6 décembre au samedi 11 décembre, foyer de la salle communale
Neuchâtel: du lundi 17 janvier 94 au vendredi 28 janvier, péristyle de l'Hôtel de Ville.

Tu m'aimes encore?



Allez... au lit!
Cette fois c'est l'heure
A trois ans et demi quand même
...
Non, non pas de discussion
...

D'accord pour les histoires
Mais au lit
C'est ça une dans le livre
Et deux racontées
Allez on y va!

Regarde ce beau pyjama...
Non pas ça, allez viens
IL FAUT TE COUCHER

«Tu sais, petite, parfois tu m'énerves
Tu es vraiment énervante!!!»
...

«Alors... tu ne m'aimes plus???»

«Pas du tout, ça n'est pas la même
chose
Je t'aime et je t'aimerais toujours
Même quand tu m'énerve!»

«Ah bon!»
...

Tu sais Mamy...
Toi aussi, des fois,
Tu m'énerves

!!!

Gilbert Zbären



L'homéopathie au chevet de la médecine

N° 6
1993

Pour le docteur François Choffat, homéopathe, la médecine est en crise. Les problèmes apparemment insolubles du financement des soins, la stagnation de certaines recherches, la fréquence des accidents thérapeutiques, l'emprise de la médecine sur la vie quotidienne, représentent autant de signes de ce qu'il considère comme une maladie, c'est-à-dire un état de déséquilibre qui demande un diagnostic et un remède.

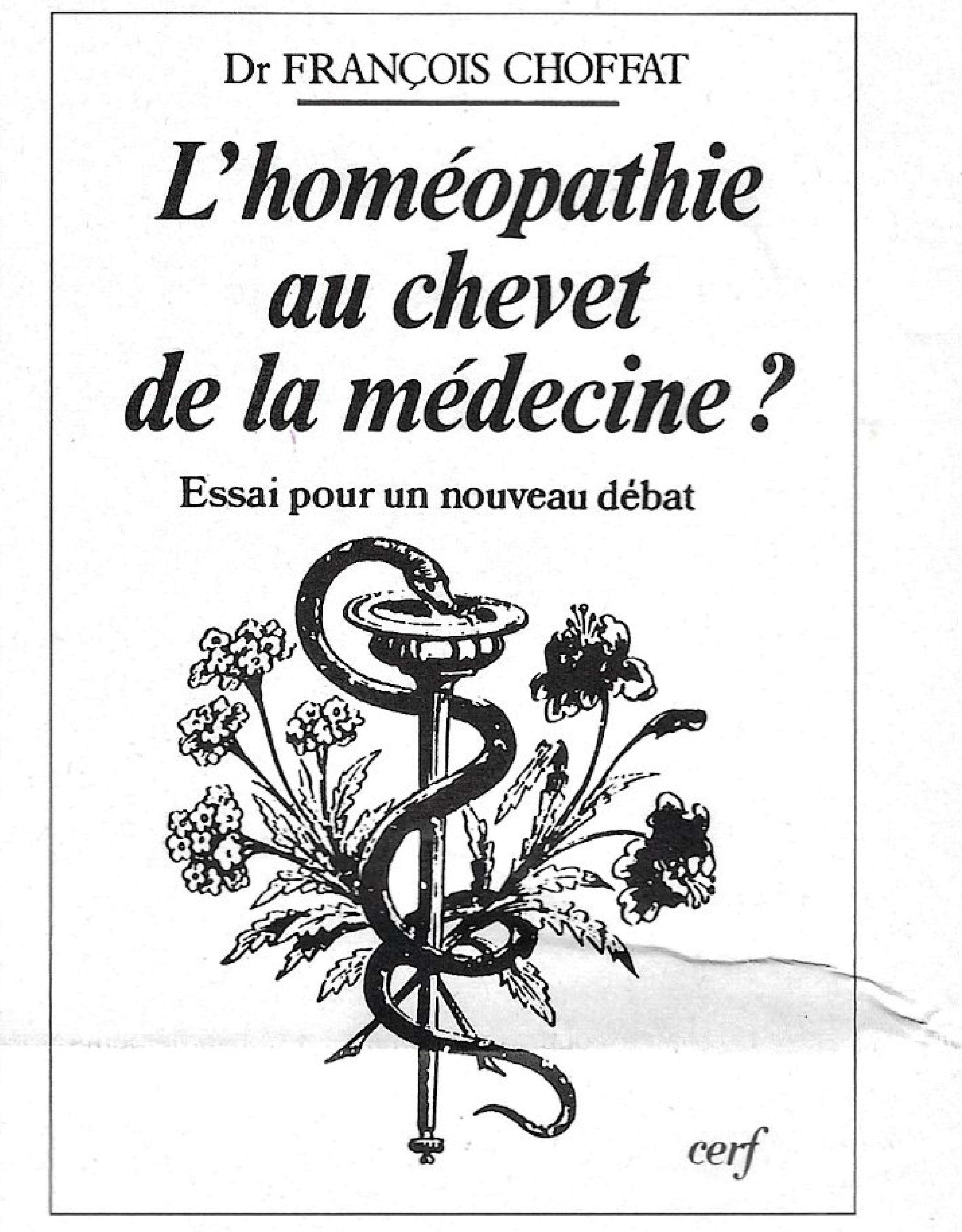
Selon lui, notre société matérialiste a engendré une médecine dont l'efficacité technique nous fait trop facilement croire que l'être humain est une machine qu'on peut soigner par pièces détachées et nous donne l'illusion qu'on peut indéfiniment repousser l'échéance de la mort.

Il voit dans l'homéopathie une approche différente de la santé et de la souffrance, une vision globale de l'homme, dans laquelle les organes de celui-ci et son esprit forment un tout indissociable, en relation avec les autres et le cosmos. Une vision qui donne un sens nouveau à la vie, à la maladie et à la démarche thérapeutique. Il estime que l'homéopathie permet au malade de participer davantage au rétablissement de sa propre santé et à l'épanouissement de son être.

L'auteur ne désire ni faire le procès de la médecine, ni prouver l'efficacité de l'homéopathie. Il apporte au débat de nouveaux éléments et demande que l'on entende enfin ce que l'homéopathie peut apporter à la médecine pour l'aider à sortir de sa crise.

Cet essai a pour ambition d'expliquer et de comparer les deux démarches thérapeutiques et de montrer que leurs différences profondes sont le reflet de deux visions antagonistes de la vie. Le dialogue entre les deux écoles est entravé par des obstacles sans relation avec les préoccupations sanitaires et qui relèvent de la force des préjugés, de l'inertie des institutions ainsi que des intérêts économiques qui se partagent le marché de la santé.

Le docteur François Choffat est médecin généraliste. Il enseigne à l'Ecole Suisse romande d'homéopathie uniciste.



340 pages
Editions du Cerf, Paris
Disponible en librairie.



«*Monde diplomatique*» août 1993

Difficile et utile apprentissage pour les ONG

Par
BÉATRICE
POULIGNY *

A l'instar de la conférence de Vienne, le Forum des organisations non gouvernementales (ONG) qui l'a précédée peut être considéré comme un demi-échec ou un demi-succès.

Demi-échec pour les pessimistes, qui rappelleront à l'envi la fin chaotique de la réunion, avec un James Carter hué tout au long d'un discours rendu, de fait, inaudible. Il faut, bien sûr, savoir lire au-delà de l'anecdote. M. Carter a autant été victime des frustrations accumulées par les participants que de sa position d'ancien président des Etats-Unis. Frustrations dues d'abord à des problèmes d'organisation qui ont gêné la pleine participation de beaucoup de représentants, en particulier de pays du Sud. Frustrations dues surtout à des problèmes beaucoup plus politiques. La frontière entre les deux étant, il est vrai, souvent ténue...

Quelles leçons tirer de cette rencontre ? D'abord, une polarisation Nord-Sud apparemment indépassable au sein de la communauté des ONG comme de celle des Etats. La nouveauté n'est pas que cette opposition existe mais bien qu'elle marque aussi fortement le dialogue inter-ONG. Elle a bloqué la plupart des débats, en particulier dès qu'est apparue la question de la «conditionnalité démocratique». La rejetant en bloc parce qu'elles y voient une nouvelle forme d'ingérence, les ONG du Sud rejoignent ainsi la position des gouvernements de leurs pays, auxquels pourtant elles s'opposent le plus souvent.

Du même coup, elles dénoncent gouvernements et ONG du Nord comme porteurs d'une même vision, refusant aux secondes le bénéfice d'une distanciation à l'égard des politiques officielles et leur reprochant une analyse simpliste des situations (Exemple : *«Ce n'est parce pas qu'un pays connaît une paix relative ou une situation des droits de l'homme correcte que c'est une démocratie»*). En chahutant M. Carter, de nombreuses ONG du Sud voulaient critiquer leur sous-représentation au sein du comité de liaison (sorte de présidence). A défaut d'avoir été écoutées, elles ont fait en sorte qu'on les entende... Résultat : la mise en place d'un comité de liaison *ad hoc* reflétant un meilleur équilibre géographique. Ajustement sans doute un peu tardif. En outre, lors de la rédaction du texte final, beaucoup de participants se sont plaints du manque de fidélité aux débats en ateliers.

Certaines mises au point ont été faites. Qu'on ne se trompé toutefois pas sur le sens de cette « alliance » de circonstance entre ONG et gouvernements du Sud : il faut y voir une invitation aux ONG du Nord à reconsidérer leur rôle à l'égard des pouvoirs publics («faire-valoir» ou réel contrepoids ?) et la réalité des relations de partenariat tissées avec le Sud (y a-t-il un véritable dialogue ?).

Pour les ONG européennes, une réflexion complémentaire devrait s'imposer. Beaucoup de participants ont relevé leur faible présence (*«quasi-absence»*, diront certains) dans les débats et leur silence sur la réalité des droits de l'homme dans leurs propres pays, en particulier en ce qui concerne l'important volet des droits économiques et sociaux (avec des thèmes aussi cruciaux que l'extrême pauvreté et l'exclusion). La plupart sont, en effet, entièrement tournées vers les autres régions du monde. Leurs homologues du Sud s'interrogent sur la nature de cette société civile du Nord qu'on leur donne pourtant en modèle.

C'est dans ce contexte que les quelque 2 000 organisations non gouvernementales représentées ont abordé la conférence elle-même : en ordre dispersé et en position de relative faiblesse. La question de la participation à ces travaux avait donné lieu à de nombreux débats lors des sessions préparatoires. De fait, dans la salle des séances plénières, comme de coutume aux Nations unies, les ONG étaient soigneusement séparées des délégations gouvernementales. Restait le lieu-clé du comité de rédaction.

Approche globale

Au départ, un certain nombre de réunions formelles – donc publiques – étaient prévues. Après deux jours de laborieuses discussions, un compromis a été trouvé pour tenir « quelques » réunions publiques au cours desquelles les organisations non gouvernementales pourraient présenter des communications orales. Dans les faits une seule et brève séance de ce type s'est tenue ; ce qui a abouti à une mise à l'écart de fait des ONG. A ainsi été perdue une nouvelle occasion de promouvoir différentes formes de représentation des peuples dans ce que l'on a coutume d'appeler le «concert des nations». Il est vrai que l'on voit mal l'«orchestre» actuel en mesure d'accueillir de nouveaux musiciens tant ses membres ont déjà du mal à s'écouter jouer. Mais on peut regretter que les délégations gouvernementales aient pu aussi aisément montrer du doigt cette « communauté des ONG » désunie et brouillonne.

Ces motifs d'inquiétude ne doivent pas cacher d'autres aspects plus prometteurs. Il faut savoir lire les acquis, même modestes, de ce Forum des ONG. D'abord, parce que, là non plus, personne n'a claqué la porte et qu'un texte commun a pu, malgré tout, être présenté devant la conférence. La contribution des ONG et la pression constante de certaines d'entre elles ne sont sans doute pas étrangères au maintien d'acquis importants dans le texte de la déclaration finale.

Ensuite, et surtout, parce que ce type de forum constitue un double lieu d'apprentissage pour nombre d'organisations. Apprentissage de la différence qui s'exprime dans leur taille, leurs moyens, leurs origines (sous le même qualificatif se retrouvent des structures ayant peu de chose en commun). Apprentissage aussi d'une approche globale pour des groupes plutôt habitués à concentrer leurs efforts sur des situations nationales spécifiques qu'ils ont souvent du mal à dépasser. Si légitimes que soient leurs préoccupations, cette focalisation sert souvent, dans ce type de conférences, d'alibi à certaines gouvernements pour ne pas traiter les problèmes au fond.

* Politologue.

«*La Liberté*» 2.9.1993

UN PRIX DE LA PAIX POUR LE PÈRE ARISTIDE. **Le Père Jean-Bertrand Aristide, président de la République d'Haïti en exil depuis le coup d'Etat militaire du 30 septembre 1991, a reçu hier le Prix de la paix d'Aix-la-Chapelle «pour son engagement courageux en faveur de son peuple». Ce prix est décerné chaque année depuis 1988, le premier septembre, «journée antiguerre». La théologienne protestante, Dorothée Sölle, a salué lors de l'attribution du prix ce «représentant éminent de la théologie de la libération» et son combat pour les plus pauvres. Grâce à la pression internationale et à l'embargo décrété contre l'île, et après d'âpres négociations avec le pouvoir haïtien, le président légitime pourra rentrer dans son pays où il est attendu le 30 octobre prochain.** APIC



N° 6
1993

flash

«*Rebondir*» Mai 1993

Les timbres, c'est pas gratuit

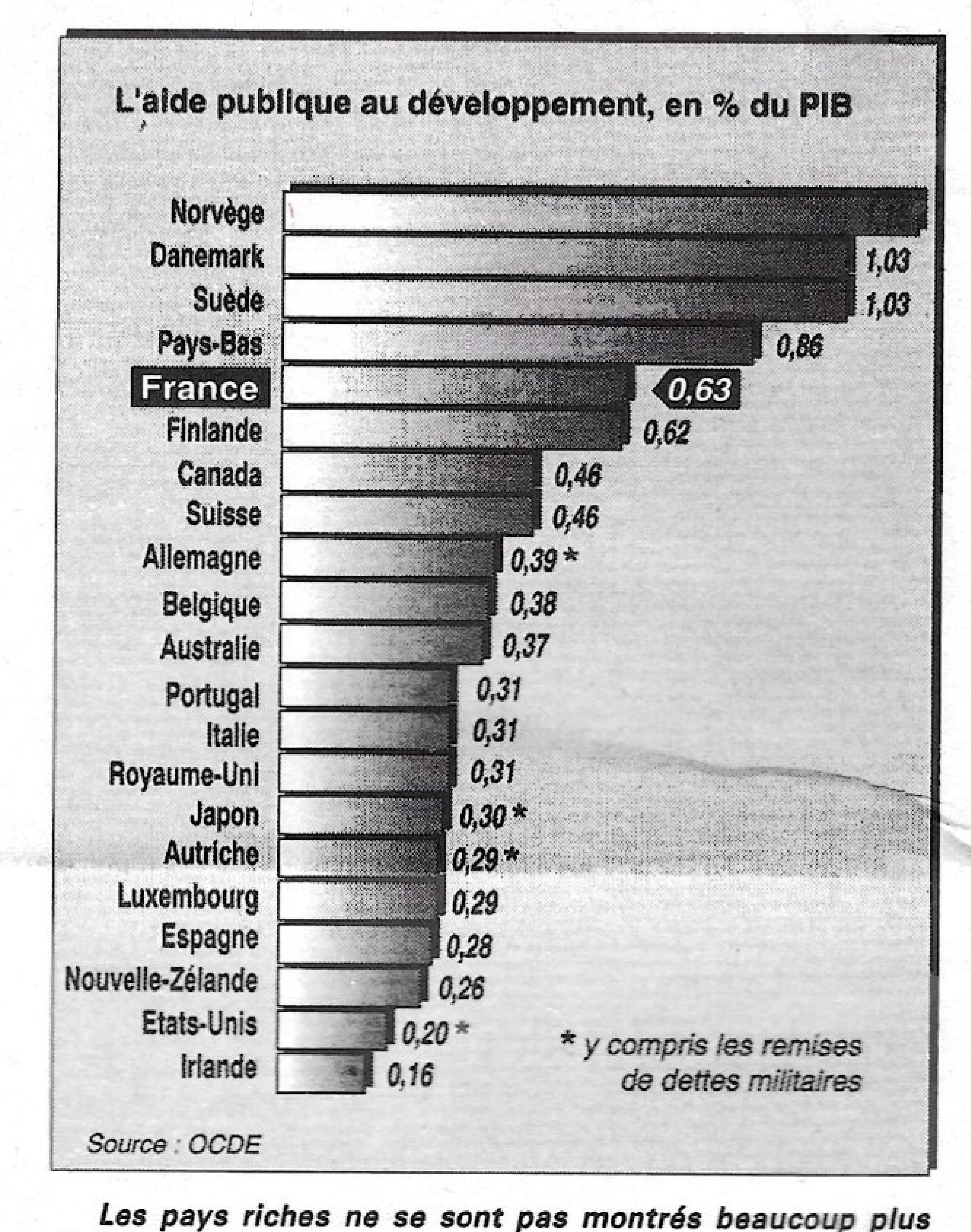
Pour un nouveau gouvernement, il est bon d'avoir des idées, nouvelles de préférence. En voici une, à souffler à Monsieur le ministre de la Poste : créer une dispense d'affranchissement pour tous les courriers comportant des candidatures. Pour en profiter, il faudrait, simplement, utiliser une enveloppe spéciale qui, selon la formule consacrée (et déjà utilisée pour d'autres envois qui bénéficient d'un tarif postal privilégié), "peut être ouverte pour contrôle par le service postal : pour ouvrir, tirer sur le rabat, refermer par simple pression".

C'est facile à mettre en place, facile à contrôler, et très intéressant pour ceux qui cherchent activement un emploi et envoient de nombreuses candidatures.

C'est enfin une belle occasion de donner tout son sens à la notion de service public. L'idée est de "Rebondir", et on vous l'offre.

«*Le Monde*» 9.7.1993

L'effort des pays riches en faveur des pauvres piétine



Les pays riches ne se sont pas montrés beaucoup plus généreux à l'égard des pays en développement en 1992 que l'année précédente. Selon une étude de l'OCDE, publiée mardi 6 juillet, l'aide publique fournie par le comité d'aide au développement (CAD), une sorte de club des pays riches, n'a cru que de 1 % en termes réels d'une année sur l'autre. Champion toute catégorie, la Norvège, seul pays à consacrer plus de 1 % de son produit intérieur brut (PIB) aux pays en développement. En chiffres absolus, les Etats-Unis et le Japon sont les plus importants donateurs de la planète (avec une dizaine de milliards de dollars pour chacun d'eux) mais, en pourcentage, ils arrivent respectivement en 20e et 15e position. Le Portugal fait mieux qu'eux.

«*24 Heures*» 7.7.1993

Bond des prêts bancaires aux pays en développement

En 1992, un montant sans précédent de 175,6 milliards de dollars (265 milliards de francs) a afflué vers les pays en développement en provenance des pays industrialisés. La progression réelle atteint 23% par rapport à 1991, a communiqué hier l'OCDE. Les ressources d'origine privée — bancaires surtout — ont fortement augmenté, les apports publics ont peu varié. Notable exception: l'aide publique suisse est en hausse de 27%.

L'immense majorité des pays les plus démunis, africains notamment, n'a toujours pas la capacité d'attirer des capitaux privés, écrit l'OCDE. Seul un nombre assez restreint de pays déjà relativement prospères a fortement bénéficié de la croissance des fonds privés. Parmi eux, le Koweït, l'Arabie séoudite, la Chine, l'Indonésie, l'Inde, l'Argentine, le Mexique et le Brésil.

Les apports privés ont totalisé 99,8 milliards de dollars, soit 57% de tous les apports, contre 46% en 1991.

Les 21 pays du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE, principaux Etats pourvoyeurs des pays en développement, ont déboursé 60,8 milliards de dollars en aide publique au développement (APD) en 1992. Les deux principaux contributeurs restent les Etats-Unis et le Japon (environ 11 milliards de dollars chacun). L'apport de la Suisse a augmenté de 27% en termes réels. C'est le plus fort accroissement enregistré dans les pays du CAD. L'APD s'est monté à 1,72 milliard de francs contre 863 millions de dollars en 1991. Ce niveau exceptionnel ne pourra être maintenu à l'avenir, selon les autorités suisses, précise l'OCDE. La hausse découle de l'adhésion de la Suisse aux institutions de Bretton Woods (Banque mondiale et FMI). Les versements directs aux pays en développement ont reculé de 11%, alors que les contributions aux organisations internationales de développement ont plus que triplé. — (ats)

« Courrier International » 22.7.1993



L'Inde, pionnière de la coopération Sud-Sud

C'est parce que les technologies occidentales sont trop sophistiquées pour leurs besoins que les pays pauvres ou nouvellement indépendants font plus volontiers appel à l'ITEC. Emanation du ministère des Affaires étrangères de l'Inde, ce programme de coopération économique et technique, fort d'une expérience trentenaire, propose à ses "clients" des formations en informatique comme en médecine, finance, management ; et même... en démocratie.

Kalpana Shah - *The Economic Times* (New Delhi)

Un pays qui vient d'accéder à l'indépendance souhaite créer une Banque centrale ; un autre désire instaurer un régime parlementaire ; un autre encore demande de l'aide pour mettre en place un secteur de la banque et de l'assurance. C'est à l'Inde que tous ces pays font de plus en plus fréquemment appel.

Le programme Indian Technical and Economic Cooperation (ITEC) du ministère des Affaires étrangères a justement pour objet de répondre aux divers besoins des pays en voie de développement. Doté d'un budget annuel de 150 millions de roupies (28 millions de FF), le programme ITEC a beaucoup évolué depuis l'époque où il avait pris en charge la restauration du temple d'Angkor Vat, au Cambodge. Lancé en 1964 avec un budget d'à peine 400 000 roupies (75 000 FF), l'ITEC avait pour priorité de restaurer le précieux patrimoine architectural. Aujourd'hui, l'accent est plutôt mis sur l'assistance technique et sur la formation aux métiers de la finance.

Dans le cadre de l'ITEC, 14 jeunes gens originaires de pays du tiers monde ont suivi en juin des cours au National Informatics Centre. Ce stage de formation à l'installation de systèmes informatiques est entièrement financé par le ministère des Affaires étrangères.

Il y a quelques mois, 30 personnes participant à la naissance du secteur bancaire dans les pays de la CEI se sont initiées aux techniques financières au sein de la Banque centrale indienne. D'autres sont venues se former à l'assurance, autre domaine peu développé dans les anciens pays communistes.

La Mongolie et le Ghana se sont montrés très intéressés par la médecine traditionnelle indienne à base de plantes locales. Des Mongols suivront bientôt une formation à l'université ayurvédique du Gujarat.

"L'Asie centrale va devenir une zone privilégiée pour l'ITEC", prévoit un haut responsable des Affaires étrangères, *"parce que nous avons beaucoup à apporter aux jeunes nations de la région. Presque tout est à créer dans ces pays-là, y compris le Parlement, certains ministères, tout le secteur financier... Notre institut des Affaires étrangères a formé plusieurs ressortissants de ces pays pour la mise en place de missions diplomatiques, et la General Insurance Company a organisé des cours sur l'assurance. D'ailleurs, certains organismes indiens proposent même des stages de comptabilité destinés aux Chinois et aux Mongols."*

Aider au développement de la petite industrie

Reconvertir des unités de production militaires en usines de fabrication de biens de consommation est un des plus grands défis auxquels l'Asie centrale devra faire face – tâche qui devrait être assumée par le département des Sciences et de la Technologie. Mais, dans le cadre d'un programme plus simple, deux stages de formation spécialisée ont eu lieu à l'Institut du commerce extérieur, où des responsables d'entreprise ont pu se familiariser avec les pratiques commerciales et où le fonctionnement des sociétés d'exportation a également été abordé.

L'ITEC représente le côté pratique de la coopération Sud-Sud, et le secteur privé a un rôle important à jouer auprès des économies embryonnaires qui apparaissent partout dans le monde, déclare le responsable du ministère des Affaires étrangères. Outre l'établissement de zones de développement industriel en Afghanistan et au Viêt-nam, l'ITEC veut aider au lancement de petites industries (avec la coopération de la National Small Scale Industries Development Corporation, organisme de développement des PMI qui a son siège à New Delhi) dans les pays de la CEI, pour leur permettre de substituer leurs propres productions nationales aux importations.

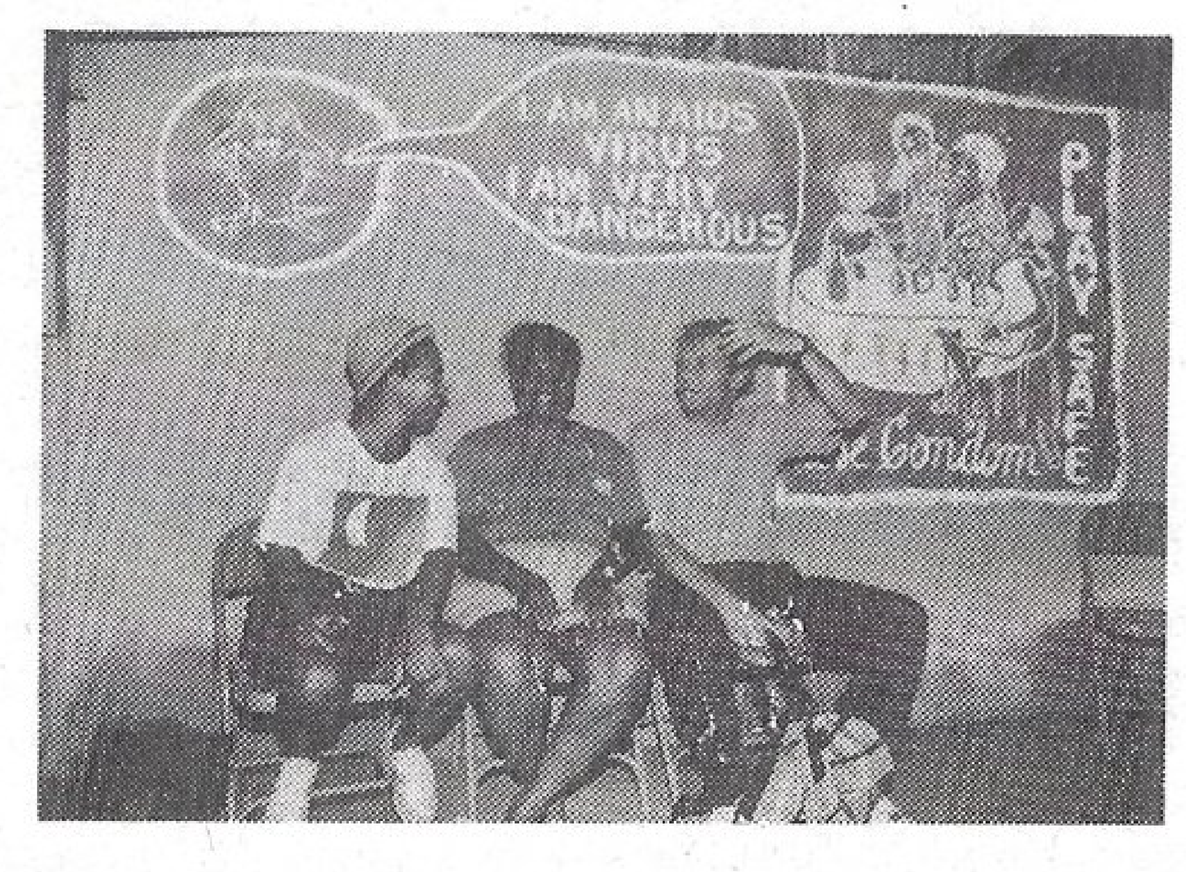
La question que posent les sceptiques est la suivante : pourquoi tant de pays d'Afrique ou du Sud-Est asiatique veulent-ils être soutenus par l'Inde, alors qu'ils bénéficient déjà de l'aide de pays développés comme l'Allemagne, la France ou le Japon. La réponse est que la technologie en Occident et au Japon est bien trop sophistiquée pour les pays moins développés et qu'il leur est plus facile d'acquérir les technologies indiennes, en particulier celles développées en Inde dans des conditions tout à fait comparables aux leurs. En outre, des options peu coûteuses sont préférables – et pas seulement dans le domaine industriel. Le Jaipur Foot *[programme spécialisé dans la fabrication de prothèses]*, auquel le Cambodge a immédiatement adhéré, était, en fait, un projet de l'ITEC.

D'après K. L. Dalal, retraité des Affaires étrangères ayant travaillé avec l'ITEC, les temps ont changé et le programme a su se modifier en conséquence. *"Il a commencé en faisant venir des gens pour suivre des formations en Inde et en envoyant de temps à autre nos experts dans les pays qui en avaient besoin. Mais, à la fin des années 70 et au début des années 80, l'idée de l'assistance aux projets a gagné en importance. Plusieurs projets d'irrigation ont été entrepris avec des pays voisins, des aéroports et des autoroutes ont été construits, des réseaux de chemins de fer ont été établis."*

M. Dalal se souvient que le secteur privé y participait déjà : *"Les Tata* [important groupe industriel] *ont établi un centre d'outils tous usages à Singapour, qui sert désormais non seulement de centre de formation mais aussi d'unité de fabrication. En Malaysia, Godrej a lancé une société de meubles en acier."* Mais, le secteur privé indien considérant maintenant la possibilité de joint-ventures ou d'associations entre entreprises indépendantes dans les pays en voie de développement, l'ITEC peut jouer un rôle important, estime M. Dalal. Une partie de l'étude de faisabilité pour un projet précis peut être financée par l'ITEC. En retour, la société indienne aiderait les ressortissants du pays cible à acquérir, sur place, les capacités techniques, ce que l'ITEC serait capable de proposer en les invitant à suivre une formation en Inde.

Malgré l'écrasante domination de la coopération économique, l'ITEC ne perd pas de vue les projets humanitaires – il envoie régulièrement des médecins indiens dans divers pays en voie de développement, outre les "pays amis dans le besoin", où se déclarent des épidémies (comme dans le cas du Pérou, où s'est déclarée une épidémie de choléra il y environ deux ans). Les Lupin Laboratories ont récemment installé une unité en Thaïlande pour fabriquer des médicaments antituberculeux dans le cadre d'un projet subventionné par l'ITEC.

"Si l'Inde ne compte pas sur l'ITEC pour réaliser des bénéfices, il y a inévitablement des profits indirects. Beaucoup de gens formés en Inde occupent des positions importantes dans leur pays, et leur reconnaissance envers l'Inde se traduit souvent par des bénéfices économiques", reconnaît M. Dalal. ■



Marc Isler est médecin et travaille comme tel dans la Région Autonome Atlantique Sud (RAAS) au Nicaragua. Dans le cadre du Ministère de la Santé, il a développé le programme des Maladies Sexuellement Transmissibles (MST) qui comprend entre autres le SIDA. Il fait partie de l'équipe GVOM depuis juillet et nous présente brièvement son projet.

Les études récentes que nous avons réalisées sur la prévalence de différentes MST montrent que cellesci sont fréquentes dans la RAAS. La prévalence du HIV (virus de l'immunodéficience humaine) au Nicaragua, de même que dans la région atlantique, est encore basse. Pourtant il faut tenir compte du fait qu'à partir de 1990 beaucoup de gens sont rentrés du Costa Rica, Honduras et des Etats-Unis, pays avec une plus grande prévalence de HIV. C'est pourquoi l'on s'attend à une augmentation de l'épidémie dans un futur proche.

La détérioration de la situation économique pour la grande majorité de la population constitue un autre facteur de risque d'épidémie; il y a une augmentation importante de la prostitution, ainsi que du trafic et de la consommation de drogues illégales. La drogue préférée est la cocaine et son dérivé, le «crack». Bien que la majorité des consommateurs ne se font pas d'injection, l'usage de ce type de drogue est un facteur de risque à cause du changement de comportement sexuel qu'il entraîne. La prostitution et l'usage de drogues sont plus importantes sur le littoral et dans les îles de Corn Island, où accostent des bâteaux de pêche avec des équipages étrangers.

Activités jusqu'à maintenant, et suite

Pour répondre à cette situation, un programme de MST s'est créé à partir de 1992. On instaura une consultation spécifiquement pour les patients souffrant de MST.

D'autre part, une campagne d'information débuta, destinée à la population en général et à des groupes spécifiques en tenant compte du degré de risque: les adolescents, les habitués des discothèques, les prisonniers, les chauffeurs de taxi, les prostituées, les homosexuels. Dans ce but, on utilisa différentes formes de communication, tels conférences, émissions de radio, chansons reggae, mises en situation, panneaux muraux, etc... A ces activités se sont jointes des personnes motivées, également en dehors des institutions, dans le meilleur des cas faisant partie de ces mêmes groupes à risques.

Dans le même temps, on commença les activités de sensibilisation et formation du personnel de santé de la région.

La consultation MST au Centre de Santé «Les trois croix»

Les patients souffrant d'une MST constituent un groupe à risque pour l'infection par le HIV pour deux raisons: 1. par leur comportement sexuel à risque et 2. parce que le HIV se transmet plus facilement de et à une personne porteuse d'une MST.

Avec des soins vigilants, on peut gagner la confiance des patients et faire passer l'information sur le HIV/SIDA. Par expérience on sait que de cette manière on peut aussi atteindre quelques prostituées. A partir de 1992, nous avons établi à Bluefields une consultation spécialisée avec une auxiliaire d'infirmerie formée et un petit laboratoire. La consultation se trouve dans le centre de santé même. Les patients peuvent arriver à n'importe quelle heure d'ouverture sans passer par les admissions comme c'est le cas pour les autres patients. Ceci pour faciliter l'accès de la consultation aux patients et préserver en même temps leur anonymat. La consultation est gratuite, ainsi que les examens de laboratoire et le traitement. On insiste sur l'explication de la maladie contractée et la prévention, spécialement du SIDA.

Depuis le début, c'est la même auxiliaire qui travaille (celle qui est au milieu sur la photo). Elle a été formée pour ce travail, notamment l'examen gynécologique, le prélèvement d'échantillons, l'examen microscopique et le choix du traitement correct. C'est elle également qui va rechercher les personnes ayant été en contact avec les patients pour leur offrir conseils et traitement.

Nous n'avons pas fait de dépistage du HIV (il se fait pour le contrôle du sang à l'hôpital) parce que nous considérons que nous ne pouvons pas garantir l'anonymat de la personne dans la situation actuelle. Jusqu'à présent aucun test de donneur de sang ne s'est révélé positif. Mais il est clair que nous devons mettre l'accent sur l'éducation et être très prudents en ce qui concerne les droits de l'homme. Une personne connue comme séropositive perdrait très probablement son travail et serait victime d'autres tracasseries dans la situation actuelle du Nicaragua.

Remarque finale

A l'avenir, nous aimerions partager notre expérience avec les autres travailleurs de la santé et améliorer les soins et la prévention des MST dans toute la région. Nous aimerions également poursuivre la campagne d'information dans et hors des institutions avec différentes méthodes traditionnelles et originales.

Mon travail, je le vois plutôt comme la coordination de ces différentes activités, donnant un coup de main à l'exécution si nécessaire. Nous aimerions également continuer la recherche dans ce domaine (par exemple le carcinome du col de l'utérus) en collaboration avec le reste du pays.

C'est un travail varié et intéressant, et utile aussi, je l'espère. Je remercie l'équipe de GVOM de me faire confiance.

Marc Isler

Marion et Philippe Jacquet reviennent d'Haïti, mais ils n'ont pas fini de voir du pays: **Lucas** leur est né le 2 août... Nous partageons leur joie!

Caravane chez les Sahraouis

Le Sahara Occidental, ex-Sahara espagnol est un pays presqu'aussi grand que l'Italie entre le Maroc au nord et la Mauritanie au sud, entre l'Océan Atlantique et le désert du Sahara dont il fait partie. La population peu dense était surtout nomade, avec la tradition de fierté et d'indépendance que cela comporte.

Colonie espagnole jusqu'en 1975, le Sahara Occidental au lieu d'accéder à l'indépendance a été envahi par le Maroc lors de la fameuse Marche Verte. Le roi Hassan II invoquait des anciennes allégeances religieuses de quelques tribus, alors qu'une commission de l'ONU préconisait déjà un référendum d'autodétermination.

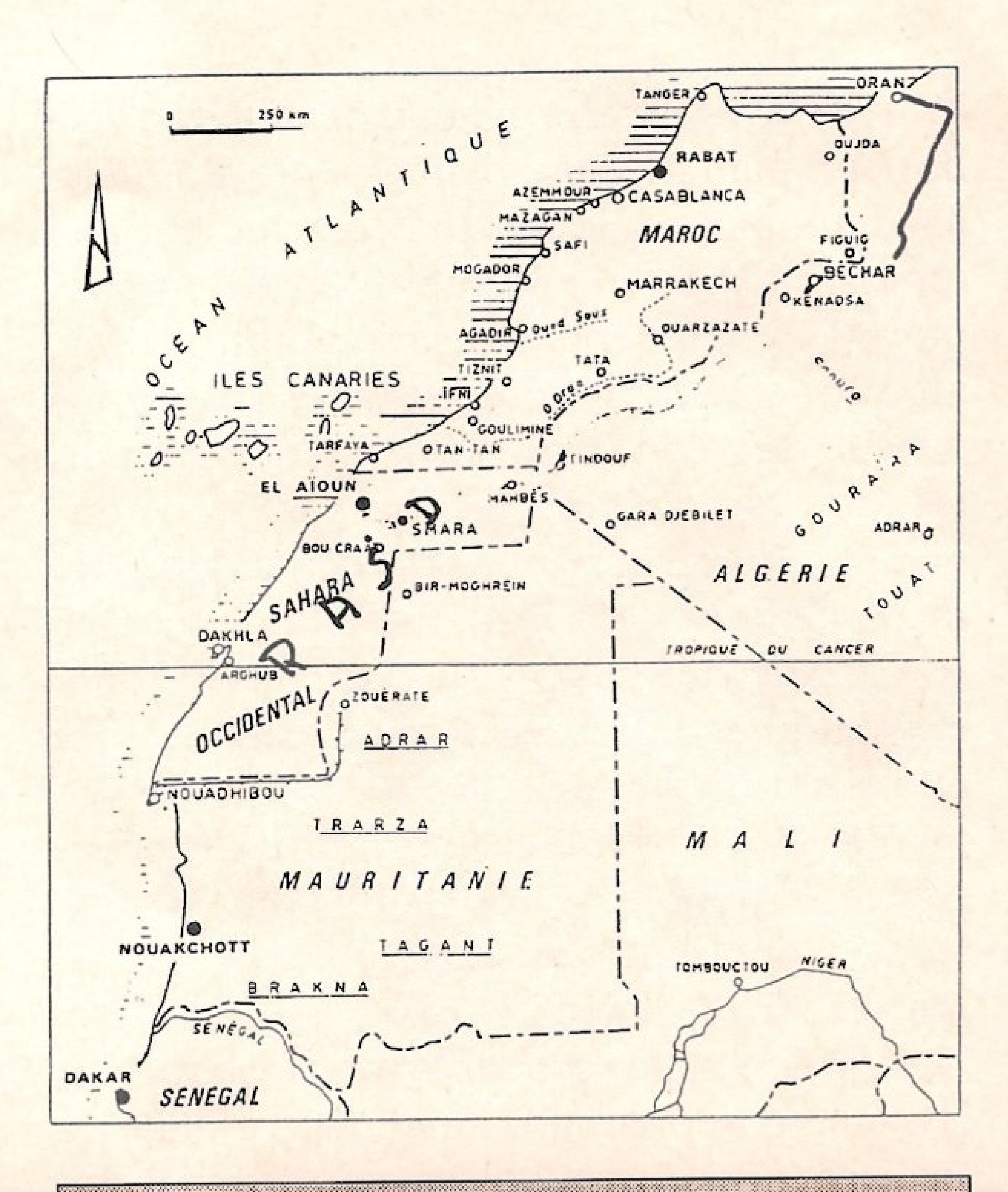
Le conflit entre le Maroc et le peuple Sahraoui est un problème de décolonisation, le Maroc remplaçant l'Espagne dans le rôle du colonisateur.

L'invasion par le Maroc a déclenché dès 1976 une guerre de libération qui a fait déjà des milliers de morts sur le territoire, des «disparus» au Sahara occupé, des prisonniers des deux côtés et des réfugiés civils regroupés dans des camps dans la région de Tindouf, en Algérie.

Si l'on ne parle pratiquement pas de ce conflit dans la presse, c'est que les Sahraouis, sous la direction du Front Polisario, se sont toujours refusés à des actions médiatiques comme des détournements d'avions ou des actes de terrorisme. De plus le roi du Maroc, par des pressions ou des largesses, sait freiner l'ardeur informative de bien des rédactions de journaux, surtout francophones.

Dans la Willaya, campement de réfugiés près de Tinduf (Algérie). La cuisine en dur, à coté de la tente.





République Arabe Sahraouie Démocratique

(RASD, ex-Sahara espagnol)

Surface: 266000 km², en bordure de l'Atlantique, 500 km de côtes, Capitale El Ayoun.
Peuple: arabe, 600000 à 700000 habitants, en grande partie nomades.
Langue: le hassania, proche de l'arabe classique de Mésopotamie, ayant été peu modifié en raison de l'isolement physique du pays et du nomadisme. Ces facteurs ont développé aussi un art et un mode de vie particuliers. La femme, par exemple, n'a jamais été voilée, sinon contre le sable, comme les hommes.
Richesses connues: les plus grands gisements de phosphate du monde; côte atlantique l'une des plus poissonneuse au monde. Peut-être du pétrole, du fer, du cuivre, de l'uranium.
Religion: Islam, rite sunnite, Il n'y a pas d'Iman ni de hiérarchie religieuse; le Sahraoui s'adresse directement à Allah. Il n'y a pratiquement pas de mosquées, du fait du nomadisme.
Historiquement: les tribus, très divisées, avaient constitué pour les problèmes de politique générale, un conseil de quarante sages, délégués de ces tribus. Actuellement une partie de la population est regroupée dans les camps, correspondant à quatre régions ou Willaya, divisées en vingt-deux Daira ou communes, avec des assemblées élues sur le plan communal, régional et national. L'Etat est présidé par M. Mohamed Abdelaziz, qui est aussi le secrétaire général du Front Polisario. La pluralité des partis a été reconnue en 1989. Il existe un système judiciaire indépendant fondé sur les anciennes coutumes adaptées au respect des droits de chacun, en particulier des femmes.
La RASD est admise à l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) depuis 1982. A ce jour, septante-cinq pays l'ont reconnue.



En 1988, le Secrétaire général de l'ONU a élaboré un plan de paix, plan accepté alors par les deux parties, le roi du Maroc et les Sahraouis. Ce plan prévoit un référendum proposant soit l'indépendance soit l'intégration au Maroc, le dernier recensement espagnol servant de base pour déterminer qui voterait; les Marocains «importés» au Sahara ne devaient naturellement pas participer au vote.
En septembre 1991, le cessez-le-feu est entré en vigueur mais l'application du plan de paix et du référendum s'est achoppé depuis lors aux obstacles soulevés par le Maroc, qui demande d'ajouter à la liste primitivement acceptée, le double de nouveaux votants, personnes déplacées pour le vote depuis le Maroc dans le Sahara occupé.
Devant le non respect par le roi du Maroc des engagements pris, et devant l'impossibilité de réaliser un référendum dans des conditions élémentaires de liberté et d'objectivité, le délégué du Secrétaire général de l'ONU au Sahara, l'ambassadeur suisse J. Manz a préféré se retirer, à fin 1991.



Ainsi la mission des bérêts bleus de l'ONU (Minurso) s'enlise et le référendum prévu pour février 1992 n'a toujours pas eu lieu. L'espoir est retombé pour les Sahraouis de rentrer dans leur pays, pour les prisonniers marocains (environ 2600) de pouvoir retrouver leurs familles. Cependant, les négociations continuent entre les deux parties sous l'égide de l'ONU.
Mais en attendant une juste solution difficile à trouver, les Sahraouis ont toujours besoin d'aide, la région où ils se trouvent étant absolument désertique.

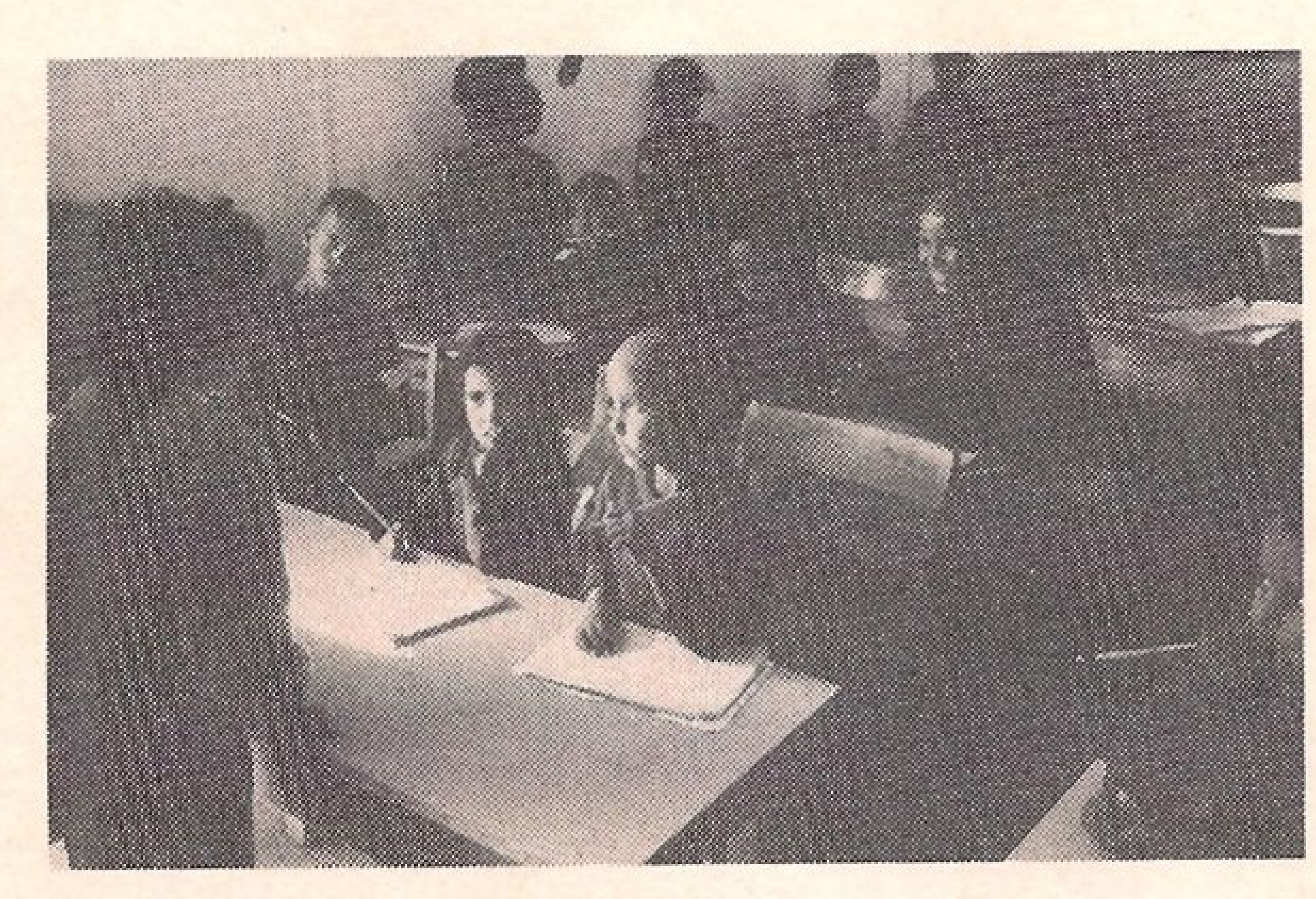
Front Polisario

(Front populaire pour la libération de la Seguiet el Hamra et du Rio de Oro)

1973: Création du Front Polisario, pour l'indépendance du Sahara Espagnol. Le Front d'abord parti unique prend en charge toute l'organisation de la lutte pour la libération et celle de la vie dans les camps dès 1976.
1975: Une mission du Comité de décolonisation de l'ONU ainsi que la Cour Internationale de Justice de La Haye préconisent un référendum d'autodétermination. Mais l'Espagne, en se retirant, livre le Sahara Occidental au Maroc et à la Mauritanie (Marche Verte).
27 février 1976: Les Sahraouis proclament leur indépendance sous la forme d'une République Arabe Sahraouie Démocratique (RASD). C'est le début de la guerre de libération contre le Maroc, et le regroupement d'une partie de la population (170000 personnes environ) dans quatre camps, près de Tindouf sur le territoire algérien, afin d'éviter un ethnocide de la part du Maroc (bombardement au Napalm et Phosphore de populations civiles en territoire sahraoui).
De 1981 à 1987: Construction par le Maroc de plusieurs «murs de sable» successifs et guerre de harcèlement des troupes royales retranchées passivement derrière leurs 2500 km de «murs de sable». Les Sahraouis sont peu nombreux face aux Marocains mais leur moral et leur détermination sont tels qu'ils tiennent en échec l'armée marocaine, pourtant dix fois plus grande, mais peu motivée.
1991: Cessez-le-feu sous contrôle de l'ONU, en attendant le référendum, prévu initialement pour février 1992, mais renvoyé en raison des nouvelles exigences du Maroc.

Le comité Suisse de soutien au Peuple Sahraoui, constitué en 1976, apporte une aide humanitaire et politique à la cause sahraouie. Humanitaire, sous forme d'envois trimestriels d'aliments pour enfants, de matériel scolaire (jusqu'aux tables d'école), d'équipement d'éclairage des locaux scolaires et des dispensaires (par énergie solaire), pour ne citer que quelques exemples. Politique, en soutenant la présence à Genève (ONU, Droits de l'homme, etc.) d'un délégué du Front Polisario, en organisant des rencontres avec les autorités suisses ou les milieux politiques. Des délégations suisses se rendent aussi plusieurs fois par an dans les camps, pour évaluer les besoins ou les urgences et discuter en particulier avec le Croissant-Rouge Sahraoui, notre partenaire.





En classe.

D'une manière annexe, des membres du Comité assurent des échanges épistolaires entre des prisonniers marocains au Sahara et leurs familles au Maroc. Le CICR n'a pu jusqu'ici assurer normalement cette tâche, en raison d'un bloquage par le roi du Maroc. Cet échange de lettres est favorisé par les responsables sahraouis qui, par leur attitude, rendent un peu moins inhumaine une captivité qui dure depuis 1976 pour quelques-uns. Lors des visites dans les camps sahraouis, certains ont pu aussi rencontrer des prisonniers et discuter avec ceux qu'ils connaissaient de manière épistolaire seulement.

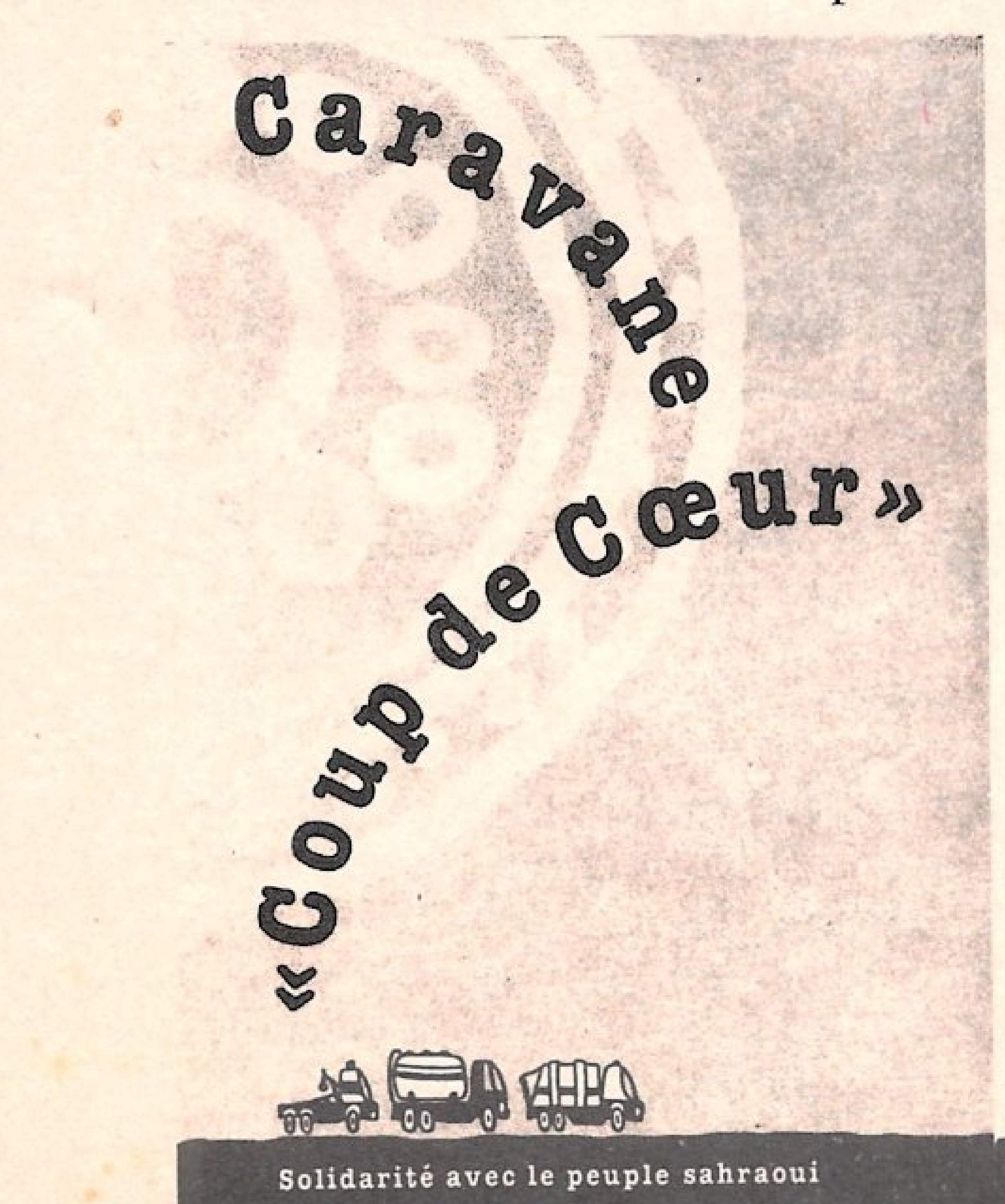
Il faut signaler encore qu'en 1989, les Sahraouis ont libéré, comme geste de bonne volonté, 200 soldats marocains; mais le roi Hassan II a refusé leur rapatriement par le CICR, refusant le retour chez eux de ses propres soldats. Quelques-uns d'entre eux ont depuis lors rejoint le camp sahraoui.

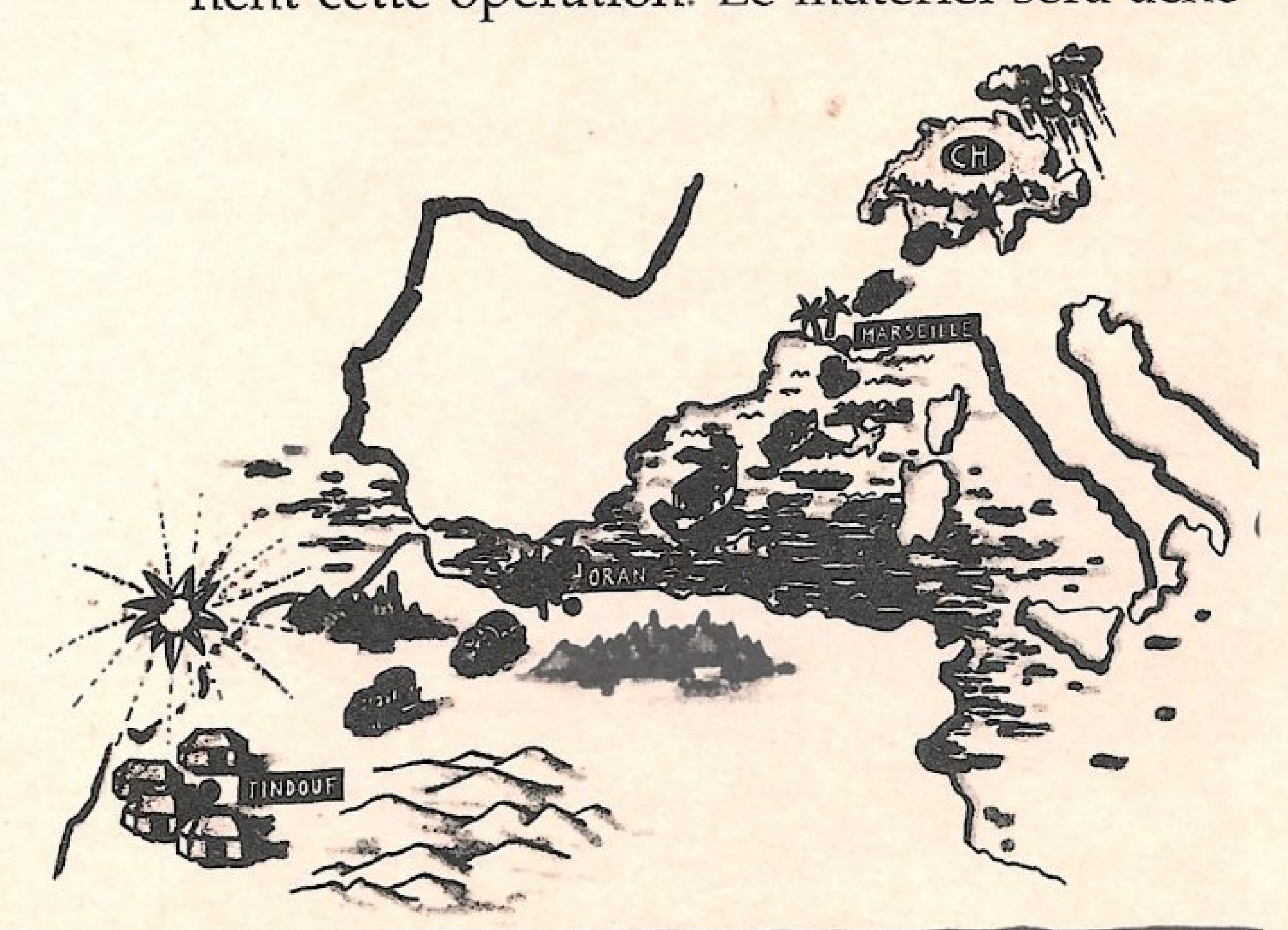
Des Comités de soutien au Peuple Sahraoui travaillent dans de nombreux pays pour apporter leur aide dans divers domaines. Le comité suisse qui bénéficie d'un appui de la DDA (Département des affaires étrangères), a décidé, en plus de son aide régulière, d'organiser cette année une caravane de solidarité et d'amitié, la «Caravane Coup de Cœur» (à l'instar d'autres pays d'Europe: Italie, Espagne, France, Angleterre).

Diverses personnalités du monde culturel ou politique alémanique et romand, patronnent cette opération. Le matériel sera ache-

Femmes Sahraouis

La situation des femmes n'a rien de comparable à celle de leurs sœurs des autres pays musulmans. Héritières de la tradition nomade, elles jouent un rôle important dans la société sahraouie, rôle accru par la situation de guerre qui leur donne des responsabilités très grandes à tous les niveaux. Elles comptent bien conserver leurs acquis lors du retour à la paix! Point test: la femme peut demander et obtenir le divorce; elle a la garde des enfants, peut vivre seule ou se remarier librement. Pour les femmes sahraouie, l'indépendance s'acquière aussi par la lutte contre l'analphabétisme, par la formation professionnelle, par une organisation qui leur donne les mêmes droits qu'aux hommes. Des écoles spéciales ont été créées à leur intention, pour supprimer l'analphabétisme et leur donner une formation professionnelle. Des femmes commencent à être envoyées dans nos pays pour se perfectionner et compléter leur formation générale. Actuelleement une Sahraouie se forme en ergothérapie à Neuchâtel.







Minurso

(Mission des Nations Unies pour le référendum au Sahara Occidental)

Pour assurer la réalisation d'un référendum libre et objectif, l'ONU a envoyé des bérêts bleus, depuis la fin 1991. Une petite partie seulement de cette mission a pu s'installer sur place, en raison du bloquage de la situation. Il y a environ soixante Suisses qui assurent le service sanitaire des représentants de l'ONU, dont surtout des médecins, dentistes, infirmières, qui se rendent des deux côtés du Mur de sable. Leurs témoignages personnels révèlent une situation de tension et de régime policier très dur dans les zones occupées par les Marocains. La présence très passive de l'ONU empêche pour le moment la reprise des hostilités mais ne fait pas avancer les opérations pour le référendum. Toutefois, des négociations entre les deux parties se poursuivent.

miné à fin octobre par des véhicules achetés à bon compte en particulier dans les surplus de l'armée. Nous comptons récolter essentiellement:

Aliments: sucre, riz, fruits secs, pâtes (cornettes).

Matériel scolaire: cahiers, blocs, crayons (noirs et couleurs), stylos, gommes, règles, compas, papier à dessin, matériel pour colorier, etc.

Jouets d'enfants: puzzle, lego, balles, cerceaux, cordes à sauter, jouets en bois ou en peluche, etc.

Matériel de couture: aiguilles, fils, tissus.

Habits: chauds (mais seulement neufs ou en bon état et propres).

Matériel sanitaire: pansements, bandes, montures de lunettes et verres, instruments et appareils médicaux, etc.

Mais nous demandons aussi et surtout des dons en espèces pour des achats en gros de médicaments (seulement des génériques).

C'est pourquoi nous vous demandons d'envoyer vos dons en argent au CCP 12-10032-3 «Caravane Coup de Cœur», Genève.

Vous pouvez demander des renseignements ou adresser les divers objets ou produits aux adresses suivantes:

B. Perregaux
CP 177,
1211 Genève 8 – Tél. (022) 329 46 46

Em. Martinoli
CP 102
2800 Délémont

J.-Cl. Vautier
1350 Orbe – Tél. (024) 41 30 45

Nous vous remercions déjà de votre aide qui sera très appréciée par les Sahraouis.


N° 66 - Novembre-Décembre 1992 — Paraît 4 fois par an

NOUVELLES SAHRAOUIES

QUAND LE RETOUR SE FAIT ATTENTE

COMITE SUISSE DE SOUTIEN AU PEUPLE SAHRAOUI — C.P. 177 — 1211 GENEVE 8

Bibliographie

Barbier, M., *Le conflit du Sahara Occidental* (1982).
Bontemps, C., *La guerre du Sahara Occidental* (1984).
Gaudio, A., *Les civilisation du Sahara* (1968).
Hodges, T., *Sahara Occidental, origines et enjeux d'une guerre du désert* (1987).
Perregaux, Ch., *L'école Sahraouie, de la caravane à la guerre de libération* (1987).
Perregaux, Ch., *Femmes sahraouies, femmes du désert* (1990).
Nouvelles Sahraouies, paraît 4 fois par an, CP 177, 1211 Genève 8.

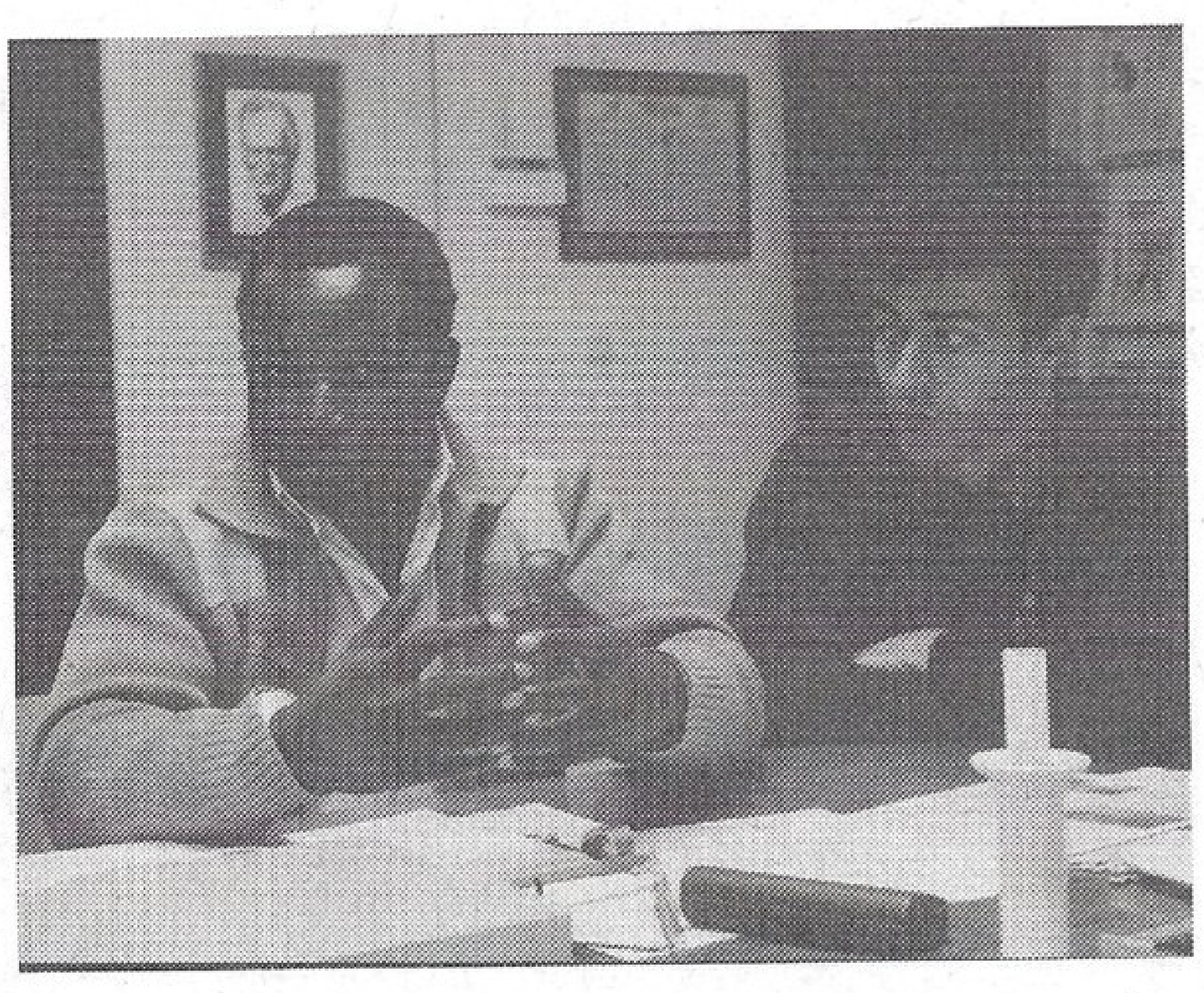


Rencontre de formateurs francophones à la non-violence travaillant en Afrique

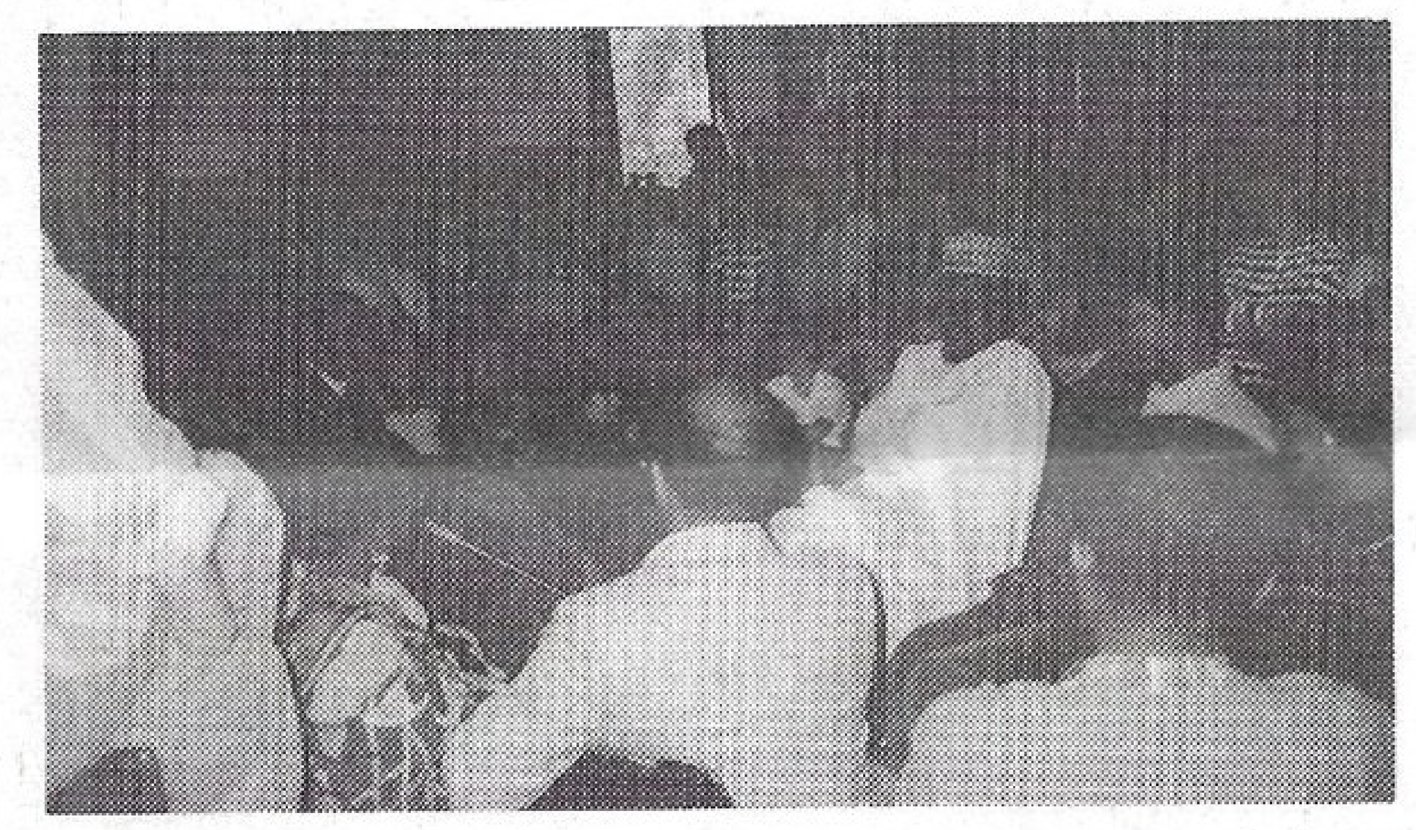


Hildegard Gross-Mayr: «Formation à la non-violence, priorité à l'Afrique!»

Les 18-19 mai dernier s'est déroulée à Alkmaar au siège d'IFOR (Mouvent international de la réconciliation) et à l'initiative de Jill Sternberg, mandatée par la direction de cette ONG, une réunion regroupant une douzaine de personnes, européennes et africaines. Eiréné y était représenté par la responsable de la Section Afrique: Brigida Ferber et moi-même, comme formateur. Après avoir beaucoup travaillé en Amérique latine et en Asie, Hildegard Goss-Mayr, depuis le décès de Jean, continue son oeuvre en Afrique où la demande est très forte: la révolution non-violente malgache qui s'est inspirée de l'expérience des Philippines est bien connue, mais le besoin de formation est ressenti aussi très fortement au Zaïre ou au Rwanda, par exemple, où la présidente honoraire d'IFOR s'est aussi investie, avec d'autres. Les échanges d'expériences, les témoignages sur les racines de la non-violence dans l'Afrique traditionnelle ont enrichi les participants et ont amenés ceux-ci à décider la création d'un bulletin de liaison. Une nouvelle rencontre en Europe aura lieu l'année prochaine.



Akadim CHIKANDAMINA du Zimbabwe, membre du Comité exécutif d'IFOR (sous le portrait de Pierre Cérésole) assisté par la traduction de Yves DEL MONACO



Rencontre de Pentecôte 1993: l'Afrique était bien représentée.

Flash

La Rencontre de Pentecôte 1993, en France dans les Vosges, sur le thème du «Processus de démocratisation en Afrique» a eu, avec ses 130 participants dont de nombreux Africains, un vif succès. Sa préparation par les Français assistés de l'animateur suisse et du Secrétariat international à bien fonctionné.

Jean-Denis Renaud

Les effets de la démocratisation en Afrique du point de vue des femmes

Séminaire international d'Eiréné du 15-17 octobre 1993 au Centre interculturel de Bévoye, près de Metz (France). Inscriptions et information: Andrea Pfeiffer, Eiréné, Engerserstr. 74 b, D-56564 Neuwied, tél. 0049/2631 83 79 17.

Postes à pourvoir

Tchad:

administrateur/trice ou gestionnaire pour l'organisation et la structuration de petites et moyennes entreprises.

Compétences: il est souhaitable d'avoir une expérience de vie et de travail en Afrique, une expérience de travail avec des personnes handicapées physiques.

Coordinateur/trice à N'Djamena, pour l'accompagnement des volontaires d'Eiréné et pour l'exécution des projets soutenus par Eiréné au Tchad.

Compétences: expérience professionnelle avec spécialisation dans l'administration, la gestion, dans l'aide au développement ou la coopération internationale; expérience de travail en équipe, expérience professionnelle dans un pays en voie de développement.

Nicaragua:

coordinateur/trice pour l'accompagnement des volontaires d'Eiréné et pour l'exécution des projets soutenus par Eiréné au Nicaragua.

Compétences: expérience professionnelle avec spécialisation dans l'administration, dans l'aide au développement ou la coopération internationale, expérience de travail en équipe, expérience professionnelle dans un pays en voie de développement. Bonne connaissance de l'espagnol.

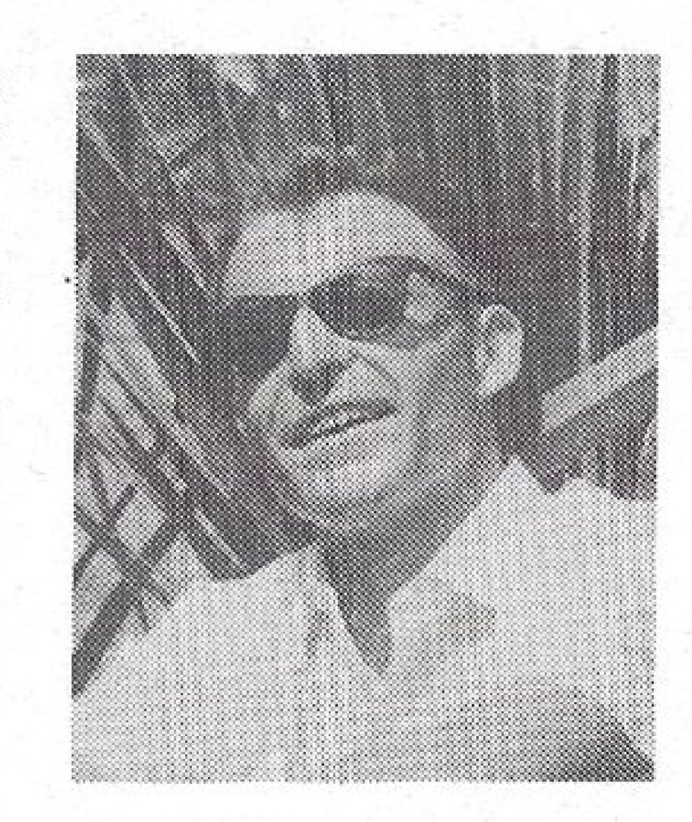
?

N° 6
1993

FSF

Assemblée générale de FSF, le 13 juin 1993

François Cordonier quitte la présidence. Un climat de reconnaissance dans un mouvement ouvert aux changements

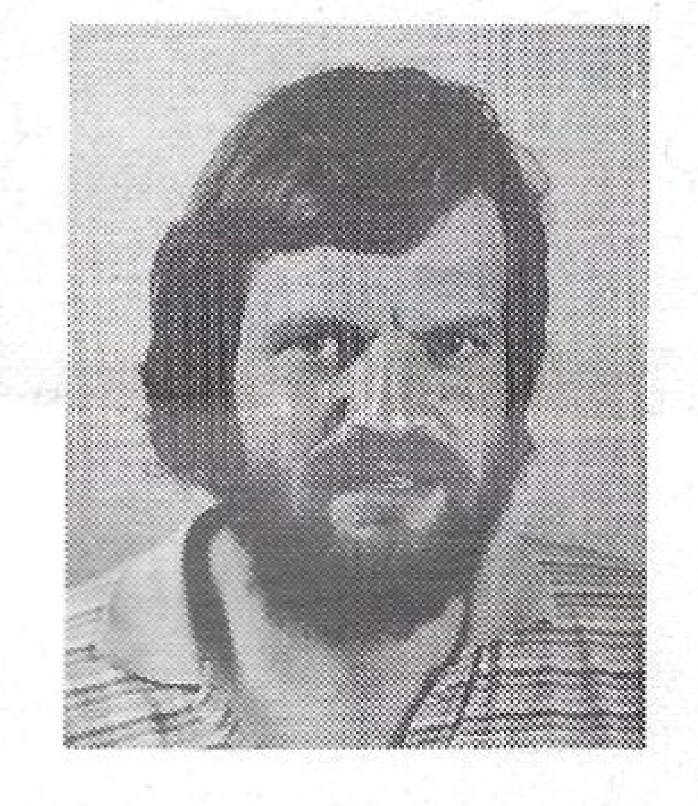


FSF s'est réuni samedi et dimanche au Bouveret pour réfléchir à son avenir à l'occasion de son Assemblée générale.
Plus de quatre-vingt participants, venus de tous les cantons romands, ont élu de nouveaux membres au comité. Après vingt ans de présidence, le Valaisan François Cordonier a remis son mandat. L'assemblée debout, a longuement acclamé les mérites du vigneron d'Ollon-sous-Chermignon, ancien coopérant au Tchad, qui a toujours su allier, à la direction du mouvement, son bon sens paysan avec une ouverture courageuse et réaliste au développement du tiers monde.

Un président démissionnaire ému et heureux
François Cordonier, au-delà d'un rapport présidentiel, a voulu donner une note personnelle à ses propos avant de quitter officiellement la présidence de FSF. Emu, il a remercié le mouvement de «l'avoir rendu plus heureux». Depuis l'initiative décisive des fondateurs, Pierre Duc et Guy Balet, il y a plus de trente ans, jusqu'au FSF d'aujourd'hui, il a évoqué certains traits de caractère des différents secrétaires généraux qui se sont succédés et à qui il a toujours donné un appui constant, parfois, comme il se doit pour un bon président, «cordialement critique». François Cordonier a aussi rappelé les moments de nécessaire évolution du mouvement, comme la collaboration œcuménique avec le Groupement Volontaires Outre-Mer (GVOM) et Eiréné, concrétisée, huit fois par an, à travers «Interrogation» le journal commun de ces trois mouvements romands d'envoi de volontaires dans le tiers monde.
FSF a aussi «profité» de la contestation de mai 68, a poursuivi le président Cordonier: «Le mouvement FSF s'est engagé aussi en Suisse sur des questions controversées (statut des objecteurs de conscience, solidarité avec les réfugiés et étrangers, retrait des fonds FSF des banques suisses collaborant avec l'Afrique du Sud). «Enfin, au lieu de toujours se lamenter, il faut se réjouir de rencontrer parfois chez nous des signes d'une évolution de la mentalité suise pour un développemernt solidaire. Les débuts prometteurs de la remarquable action du café Max Havelar en sont une. Grâce aux Magasins du Monde, (les grandes surfaces y viennent aussi), voilà l'ébauche concrète d'un commerce intercontinental plus juste», a estimé François Cordonier.
Les membres de FSF présents au Bouveret avaient travaillé intensivement samedi, à partir d'une méthode rigoureuse et précise, à répondre à cette question: «Qu'est-ce qui va amener FSF à évoluer durant les cinq prochaines années»? Six groupes réunis régulièrement en session plénière ont amassé un important matériel que le nouveau comité devra inventorier et mettre progressivement en valeur. Il sera appuyé par des commissions spécifiques de membres du mouvement pour faire des propositions concrètes à l'Assembée générale de l'an prochain. Un souhait a déjà été exprimé fortement par l'assemblée de dimanche: que des volontaires sur le terrain puissent aussi participer à la prochaine Assemblée générale.

(Communiqué APIC, Bernard Bavaud)

Un Valaisan prend la suite d'un autre Valaisan à la présidence de FSF.



Homme de terrain et d'analyses, très branché sur les réalités sociales en Suisse, François Cordonier a mené la «barque» FSF pendant vingt ans. Malgré les difficultés et les changements, il a su garder un cap au mouvement, avec toute la valeur de ceux qui ont des racines et une espérance fortes. Homme de cœur, il fait confiance aux gens. Il garde son équilibre devant les tendances diverses, tout en sachant affirmer ses opinions. François a su faire sienne la philosophie du volontariat en déclarant: «Je suis devenu inutile!». Pour le mouvement, il reste un sage que nous saurons consulter.
Camille Carron, 39 ans, agriculteur, de Fully/Valais nommé par l'Assemblée générale comme nouveau président, connaît bien le mouvement pour s'y être engagé comme volontaire, d'abord pour trois ans au Rwanda et ensuite trois ans au Pérou, avec un engagement intermédiaire et actuel en Suisse. Ses expériences et son bon sens terrien porteront leurs fruits au sein du mouvement.

Au revoir Bernard!
Pendant douze ans, Bernard Leemann, en qualité de caissier, a tenu les comptes du mouvement, tâche périlleuse au carrefour des réalités et de l'éthique, dans des situations conjoncturelles parfois difficiles à maîtriser. Comme caissier, il a su voir les événements à long terme alors que les autres membres du mouvement fonctionnent de manière plus immédiate. Bernard a mené sa tâche avec compétence et rigueur, en utilisant un outil de gestion efficace et en faisant bénéficier FSF d'une solide expérience professionnelle.

Bienvenue aux deux nouveaux membres du Comité!

Marie-Pascale Clerc-Roduit, de Fully, Valais, logopédiste, maman de trois enfants, engagée pendant sept ans en Haïti avec Maurice, son époux, au service de la Communauté rurale de Pandiassou. Elle tient à faire fructifier son expérience dans ses engagements en Suisse.

Sergio Ferrari, de Rosario, Argentine, journaliste, père de deux enfants, engagé pendant onze ans au Nicaragua, avec son épouse Ursula, au service de la communication et des relations extérieures. Il sera attentif à renforcer la voix du sud au sein du mouvement.

Les autres membres du comité:
Guy et Jeanine Balet-Roux, fondateurs
Françoise Gariazzo, vice-présidente
Bernard Grangier, responsable d'«Interrogation» et trésorier
Jean-Marie Pasquier, aumônier
Pierre-Yves Maillard et Agnès Jubin, secrétaires généraux, membres à titre consultatif

---

Retours

Jean-François Cuennet et Catalina Mas Busquets, de retour le 27 juin 1993 de l'Equateur. Jean-François s'est chargé de l'accompagnement des universitaires dans leurs travaux, de la production de matériel et de techniques adaptés au milieu, de l'étude et de la diffusion de la culture locale.
Catalina, avec un travail d'appui dans le Centre de Santé, et en collaboration d'équipe a organisé un travail de santé avec la population pour l'amélioration des conditions de santé et la formation du personnel local et plus particulièrement d'une Equatorienne pour la responsabilité du projet.
Adresse provisoire:
c/o Famille Francis Cuennet
Ch. Wissigen 72, 1950 Sion, Tél. (027) 31 51 10

Naissances

Nadège Gracieuse, née le 11 novembre 1992 et accueillie le 4 juin 1993 dans le foyer d'**Anne et de Georges Emery et Thibaut**, volontaires FSF en Haïti, Presbytère de Thomonde, B.P. 1594, Port-au-Prince, Haïti.

Jean Enrrique Willy, né le 12 juin 1993 au foyer d'**Amparo et de Pierre-Yves Maillard Hernandez Muñoz**, secrétaire général FSF, rue Grimoux 13, 1700 Fribourg.

Mariage

Alain Deletroz, ancien volontaire FSF à Ayaviri au Pérou, avec **Cécile Rey**, le 25 septembre 1993 à Notre-Dame-des-Marais, La Ferté-Bernard, France.
Adresse: 7k, bd Jourdan
F-75014 Paris, France

Décès

M. **Ben-Hur Lins E Silvia**, décédé le vendredi-saint 9 avril 1993, papa de **Cristiana Gaxotte-Perrot**, actuellement volontaire au Brésil.

M. **André Droxler**, décédé le 9 mai 1993, papa d'**Yvette Ratzé-Droxler**, ancienne volontaire en Bolivie.

Mme **Alice Ruffieux**, décédée le 23 mai 1993, maman d'**Yvonne Ruffieux**, ancienne volontaire au Cameroun.

Père **Félix Balet**, décédé le 13 juillet 1993, frère de **Guy Balet**, président-fondateur de FSF.

M. **Léon Aebischer**, décédé le 22 juillet 1993, père de **Jean-Marie Aebischer**, ancien volontaire au Pérou et animateur du groupe régional de Fribourg.

Frères sans Frontières cherche de suite pour son secrétariat

Secrétaire à 50%

Contrat durée limitée et période d'essai

Compétences professionnelles et expérience requises:
Secrétariat • Gestion • Organisation
Expérience ou motivation fondées dans le travail du développement
Connaissances souhaitées espagnol ou allemand ou anglais
Capacité de prendre des initiatives et de s'organiser de manière autonome

Faires offres manuscrites à:
Secrétariat général de Frères sans Frontières, CP 129, 1709 Fribourg



N° 6
1993

lettre d'outre-mer

«L'Echo Magazine» N° 27 - 10.7.1993

MEMBRE DE L'ORGANISATION «FRÈRES SANS FRONTIÈRES», DOMINIQUE RUEGSEGGER A ÉTÉ ARRÊTÉ FIN MAI, PUIS, FAUTE DE PREUVE, RELÂCHÉ. L'ACCUSATION EST GRAVE: TERRORISME. VISE-T-ELLE À RUINER LE CRÉDIT DE LA COOPÉRATION HUMANITAIRE?

Nicaragua: l'enjeu d'une calomnie

Un coopérant suisse accusé de trafic d'armes

Mardi 25 mai 1993, à la suite de l'explosion d'une cache d'armes secrète, Dominique Ruegsegger, coopérant suisse, est arrêté au Nicaragua pour trafic d'armes, homicide, association de malfaiteurs, terrorisme, etc. Il est libéré le 7 juin en attendant jugement. Aujourd'hui, ces accusations s'effondrent mais les organisations de développement suisses actives au Nicaragua tremblent encore: la poursuite de leur travail au profit des populations les plus pauvres a été menacée par cette tentative de déstabilisation, menée à un niveau officiel élevé.

Le jeudi 20 mai, Dominique Ruegsegger, éducateur populaire, membre de l'organisation «Frères sans Frontières», apporte sa voiture à réparer dans un atelier mécanique. Ces travaux prenant du retard, il décide de quitter sa maison pour effectuer une tournée de travail. Dimanche soir, on lui apprend qu'une explosion a détruit le garage dans lequel se trouvait son véhicule. Lundi soir, il apprend par la presse que sa voiture aurait provoqué l'une des explosions qui ont pulvérisé l'atelier. Il rentre mardi soir avec l'intention de se présenter à la police le lendemain. Il est arrêté deux heures plus tard, interrogé et inculpé des pires délits. Sans preuves.

Les boucs émissaire

Son frère Laurent, de Sugiez (FR), arrive au Nicaragua le 3 juin. Aujourd'hui, il s'élève avec force contre des titres d'articles de presse, parus en Suisse, qui ont fait passé son frère pour un poseur de bombes. *«Sous le garage,* raconte Laurent Ruegsegger, *on a trouvé un véritable dépôt d'armes, revendiqué dès le 2 juin par le Front de Libération du Salvador, qui indique même l'emplacement d'autres caches d'armes.»* Avec Dominique, deux Salvadoriens ont été arrêtés. Trois Basques, pourtant nationalisés au Nicaragua, sont expulsés vers l'Espagne. L'un d'eux est aussitôt libéré. Suite à une incroyable mobilisation de ses proches, de ses partenaires, des organisations non gouvernementales actives dans le pays, des milieux universitaires locaux, des représentants de la Suisse à Managua, Dominique est libéré après 12 jours de détention. Le procureur doit encore trouver des preuves contre lui. Laurent exclut toute participation à des actes de violence de son frère Dominique, pacifiste convaincu et objecteur de conscience.

L'enjeu est-il ailleurs? Pierre-Yves Maillard, secrétaire général de «Frères sans Frontières», à Fribourg, confirme: de nombreux volontaires et organisations d'entraide sont arrivés au Nicaragua durant les années 1980, *«motivés par le programme social des Sandinistes»*. Ainsi Dominique travaille dans ce pays depuis 1986. Or, le gouvernement a changé depuis 1990 et tente de liquider les acquis sociaux des Sandinistes. Dès lors, bien que les nouveaux dirigeants aient reconduit dès leur arrivée au pouvoir les accords qui liaient le Nicaragua à nombre d'œuvres d'entraide, ces coopérants internationalistes, témoins de leur marche-arrière sociale, les gênent. Certains milieux officiels ont donc tenté de récupérer l'explosion du garage pour mettre en doute le sérieux et l'honnêteté des volontaires étrangers.

Des révélateurs

Pierre-Yves Maillard, dont l'organisme est co-financé à 80% par l'Aide suisse au Développement (DDA): *«En travaillant au profit des plus pauvres, nos volontaires mettent en évidence tout ce que le nouveau gouvernement du Nicaragua ne fait plus pour les défavorisés. L'explosion du garage était providentielle pour prouver que ces coopérants étrangers (Dominique, mais aussi les Basques et les Salvadoriens) couvrent la subversion au Nicaragua. Pour l'instant, la manipulation paraît évitée. Le ministre de la ‹Coopération externe› vient de réaffirmer que son pays avait toujours le plus grand besoin de l'aide suisse et internationale. Mais la situation de tous ces témoins étrangers, de ces ‹gêneurs› dans un Nicaragua qui se reprivatise, reste fragile.»* ■

Roger de Diesbach/BRRI

Chers amis,

Quinze jours ont passé, davantage, depuis le jour de ma libération. Comme promis, et ainsi que vous me l'aviez demandé, je vous envoie un petit rapport sur l'affaire qui nous a tous bousculés, qui, bien que l'issue fut rapide et heureuse, nous a permis ou a favorisé la prise de conscience de certaines réalités, l'effervescence et l'expression de sentiments et d'engagements apparemment endormis.

Par rapport à la réalité nationale l'événement est de peu d'importance peut-être, mais il est certain qu'il a été très intense pour moi, peut-être davantage après ma libération. Ces lignes me serviront à «clore» le sujet, l'assimiler et poursuivre la lutte quotidienne contre le temps et contre la mort et ses acolytes.

Il me semble presque inutile de revenir sur les motifs de mon arrestation et ma détention. Cependant, j'insisterais sur un ou deux événements; il s'agit, bien sûr, de mon interprétation.

Ministère de l'Intérieur.

Le jour de mon arrestation, il savait parfaitement que je n'avais strictement rien à voir avec la cache d'armes de Santa Rosa (dans le cas contraire, ils auraient perquisitionné ma maison ou ils auraient été me capturer à Santa Teresa, ou ils auraient cherché à vérifier mon emploi du temps de ce week-end, pour le moins.

Ils m'arrêtent parce que je peux leur servir dans cette campagne anti-étrangers, anti-internationalistes, qui vise à nous assimiler tous à des terroristes, escrocs, illégaux dans le pays etc., etc.

Quels éléments ont le plus contribué à ma libération?

C'est une question qui m'a poursuivi longuement et qui, pour moi, avait une double importance:

- pouvoir évaluer objectivement l'importance de tout le mouvement de solidarité «populaire» (la rue et l'incidence du mouvement dans les médias). Important parce que j'ai vécu très intensément, encore beaucoup plus à ma sortie, les démonstrations d'amitié que représentait l'engagement total de quelques amis, la mobilisation des gens de Santa Teresa, les étudiants de l'Université et tant d'autres, ainsi que les prises de position publiques de FSF et des ONG (voir encadré).
- comprendre mieux les mécanismes du pouvoir ici, comment fonctionnent les mécanismes de pression, la subordination ou non du juridique à l'exécutif, comment? etc. Ou pour le moins, comment tout cela a fonctionné dans le cas présent.

Je reprends à mon compte l'interprétation de Wilma Nuirez de CENIOH (Centre nicaraguayen des droits de l'homme) qui affirme qu'on ne peut pas parler de pressions sur le juridique, entendues comme pressions directes, mais plutôt de «peurs» ou «craintes» de la juge qui, dans une affaire tant délicate où l'Etat est fortement impliqué, joue son poste, sa place, selon la décision qu'elle prendra. Dans ce sens-là, sans vouloir nier l'importance de toutes les démarches faites au niveau diplomatique, politique, officiel avec le Ministère de la Coopération externe – qui ont été fondamentales pour alléger grandement la situation de certaines instances de l'exécutif dans l'affaire – la pression «desde abajo» (de la base) aura été peut-être décisive, si l'on excepte l'élément central que mon dossier était absolument vierge.

Peut-être plus pour mon besoin que pour le vôtre, j'aimerais faire la liste, à ma connaissance, des actions les plus importantes, au risque d'en oublier.

De la part du groupe d'amis:

- lettres de lecteur
- multiples interventions dans les médias
- organisation d'un débat sur les droits de l'homme à l'Université
- mobilisation des étudiants de l'école de journalisme et d'autres facultés pour la distribution de tracts, la participation à la veillée de fabrication de pancartes et les



revendications peintes dans la rue, sur les bus, etc.

- démarches auprès des dirigeants du FSLN (Front sandiniste de libération nationale)
- mobilisation des militants sandinistes du District de Managua
- pression sur le recteur de l'Université pour qu'il intervienne auprès de la Présidente et de l'ambassadeur de Suisse
- pétition avec récolte de signatures dans les universités
- organisation des activités de Laurent Ruegsegger
- grande participation à l'organisation de la veillée
- appui à la famille

De la part des communautés de Santa Teresa:

- pétitions à la juge
- visites (50 personnes) aux médias

De la part de Rio San Juan

- pétition avec récoltes de signatures organisée par Unag (syndicat paysan) à la juge

De la part de Cepa
(Centre d'éducation et de promotion agraire)

- lettre à la juge
- lettre ouverte à la direction
- pétition à la juge

De la part du comité de solidarité international qui s'est organisé autour de

- la défense et la dénonciation de la déportation de 3 Nicas-Basques.
- la défense des intérêts et de la sécurité des nationalisés et des résidents
- la libération des 3 Salvadoriens et la mienne
- l'appui moral et financier aux Salvadoriens et à leur famille
- la campagne pour la dignité et la souveraineté nationales

Le comité a organisé la veillée du dimanche soir devant les Tribunaux, qui a connu un beau succès.

Les communiqués de presse, notamment celui du 3 juin signé par les ONG suivantes: Comité et secrétariat FSF, Interteam, Eiréné, GVOM, Swissaid, Terre des Hommes, Caritas, Entraide ouvrière.

Certains ont critiqué la passivité du FSLN et d'autres organisations sandinistes, de leurs dirigeants.

A part des secteurs bien précis, le peuple n'a pas réagi. Ce sont avant tout les «internationalistes» qui se sont mobilisés; cela correspondant à l'ambiance, la dynamique actuelle, où les luttes sont atomisées, chaque secteur se mobilise en fonction de ses intérêts.

Je crois, avant tout, qu'il faut relever qu'il y a eu un véritable mouvement de solidarité envers les 3 Basques, le Suisse et les 3 Salvadoriens. On s'est mobilisé pour notre libération, contre l'arbitraire, pour la défense de la vérité de ce que fut et est la solidarité internationale, contre la campagne de dépréciation xénophobe. Une lutte bien au-delà de la défense des intérêts personnels.

Les effets de l'affaire.

Au niveau personnel et familial.

L'événement n'a pas modifié mes options et la décision de la famille de rester au Nica, toute la solidarité exprimée m'engage davantage. La mobilisation des gens de Santa Teresa m'a impressionné et me lie davantage. C'est une «estimulo» (stimulation).

Au niveau du travail, de Santa Teresa

Mon absence (4 semaines) a bien sûr affecté nos plans. En particulier tout le suivi du plan d'expérimentation qu'on avait élaboré dans chaque communauté.

La mobilisation de l'équipe, la tension s'est répercutée négativement sur l'ensemble du projet, au niveau organisationnel.

Mais cela a cependant favorisé une certaine cohésion, solidarité dans le mouvement.

La création d'une coordination commune au Nica avec les organisations soeurs de Suisse nous permettrait d'assumer ces tâches tout en évitant les frais d'un coordinateur uniquement pour FSF.



Si nous l'avions oublié, la répression qui s'est exercée et les menaces qui pèsent dorénavant sur nous, nous rappellent que nous, volontaires, sommes parties du mouvement de solidarité. Si nous l'avons fait dans le passé, nous ne pouvons plus désormais nous dédier seulement corps et âme au travail. FSF doit définir la responsabilité du volontaire dans ce sens.

Un groupe de travail de la coévaluation d'Unité a défini le volontaire comme un pont de la coopération Nord-Sud. Comment faire pour que ce retour Sud-Nord soit réel? FSF comme mouvement doit pouvoir s'alimenter de l'énorme richesse d'apports et d'expériences que représentent ses volontaires dispersés dans les sous-sols du Nord.

Au niveau de FSF, FSF Nica

La campagne d'agression contre l'internationalisme et la solidarité dont je fus par hasard l'une des victimes, a changé ma perception des choses. Je dois assumer mon rôle et mes responsabilités comme volontaire FSF, une expression de cette solidarité. Je crois fondamental de rechercher, comme mouvement, des mécanismes qui favorisent une participation accrue des volontaires dans la vie de FSF. C'est une responsabilité que nous a attribué les partenaires Nica lors du séminaire de coévaluation: être le lien entre le Sud et le Nord dans une relation de solidarité juste, sans domination, imposition.

Je crois que notre participation, les formes qu'elle peut prendre, devrait être définie dans les statuts et les contrats d'engagement et ne pas être laissée à la bonne volonté des personnes.

J'insisterai également sur un autre élément: la nécessité d'assumer nos engagements, comme mouvement, vis-à-vis du peuple Nica. Cela suppose renforcer notre présence au Nica et s'en donner les moyens: coordination conjointe et renforcée entre les ONG.

Relations avec COSUDE

Les gars de COSUDE (Coopération suisse au développement) ont fait montre d'un véritable appui solidaire. L'affaire a permis de créer des liens. C'est important de les maintenir, ne serait-ce que pour notre sécurité!

En cours.

Sur le plan pénal.

La procédure d'appelation peut être très large. Actuellement, le Tribunal d'Appelation n'a pas encore accusé réception du recours. Ensuite de cela l'avocat Oscar devra motiver le recours.

Dominique Ruegsegger

Liste des volontaires de Frères Sans Frontières, au Nicaragua

1981-1992, Schaerer Ursula; 1981-1992, Ferrari Sergio; 1982-1986, Bianchi Chantal; 1982-1986, Demierre Maurice (mort au Nica en 1986); 1985-1990, Harder Luzius; 1985-1990, Schwarz Béatrice; 1986-1990, Jolidon-Geuna Graciela; 1986-1992, Rueda Ronald; 1986-1992, Rueda-Haefliger Katharina; 1987-1990, Jolidon Jean-Michel; 1987-1988, Parrat Thérèse; 1987-1993, Schwizer Gabriela Donata; 1986-1993, Ruegsegger Dominique; 1988-1989, Altenbach François; 1988-1991, Delang Katja; 1988-1992, Guibert Béatrice; 1989-1991, Mollet Claudia; 1989-1993, Joss François

Dix-huit volontaires au total ont été engagés au Nicaragua

A noter qu'on appelle «internationalistes» les membres d'Organisations non-gouvernementales qui se sont engagés dès 1979 dans le sillage de la Révolution sandiniste et qui poursuivent leur travail de base au Nicaragua.

Par Pascale Kohli, volontaire GVOM au Costa Rica, qui travaille avec son mari dans un projet de reforestation.

Ce matin-là était étrange, angoissant: la luminosité était jaune, opaque, l'épaisseur du ciel filtrait les rayons du soleil, des cendres jonchaient le sol. Immédiatement nos regards se portèrent sur les montagnes; de là venait le désastre: le Parc National du Chirripo au Costa Rica était en feu.



Nous montâmes donc là-haut pour aider, pour sauver la forêt, mais la cause était perdue: les flammes étaient trop hautes, le vent trop fort et la forêt trop sèche, il n'avait pas plu depuis quatre mois. Tout le monde était triste, des gens pleuraient et priaient, seule la pluie pouvait sauver la forêt.

Le Chirripo a brûlé pendant trois jours et la pluie ne s'annonçait pas. Etrangement d'autres forêts du Costa Rica ont aussi commencé à brûler. Le quatrième jour en passant devant la «Piedra del Indio» (Pierre de l'Indien), grande pierre taillée par des Indiens représentant la chaîne de Talamanca et le Chirripo, notre fils Benjamin, Indigène du Pérou, nous suggéra d'arroser la «Pierre», ce que nous fîmes avec beaucoup de conviction, de force et d'amour. Deux à trois heures après, la couleur jaune du ciel se teinta de noir et la pluie se mît à tomber; elle s'arrêta 24 heures plus tard quand son travail fût terminé. Inutile de dire l'émotion que nous avons ressentie, étions-nous en ce moment reliés avec d'autres forces, avec d'autres esprits?... Il ne reste plus que 25000 Indiens au Costa Rica, mais ils ne sont pas encore morts et leurs esprits non plus.

Ce qu'on a lu dans les journaux:

«Une pluie inattendue et bienvenue a éteint le feu, 10000 ha de forêt au total ont été détruits au Costa Rica, il faudra plus de 200 ans pour retrouver la même biodiversité. Le feu a été provoqué certainement par des trafiquants de drogue ou commerçants de bois qui voulaient détourner l'attention des polices».

Et si vous vous lanciez, vous aussi, les volontaires des autres mouvements (FSF, Eiréné)? Cet espace vous est ouvert, occupez-le donc!

RÉDACTION
Av. Juste-Olivier 11
CH-1006 Lausanne
CCP 10-10580-2

FSF
Frères sans frontières
Case postale 129
CH-1709 Fribourg
CCP 17-7786-4

GVOM
«La Joliette»
Chemin des Bolets
CH-2013 Colombier
CCP 10-20968-7

ÉIRÉNÉ
Service chrétien international pour la paix
Comité suisse CP 2262
CH-2302 La Chaux-de-Fonds
CCP 23-5046-2

Changement d'adresse
prière de l'annoncer directement au Mouvement concerné

INTERROGATION parait huit fois par année
Il est adressé aux membres de nos organismes selon les statuts

Composition/impression:
Imprimerie Glasson SA – Rue de la Léchère 10 – CH-1630 Bulle